

# BOSANGI

Numéro 71

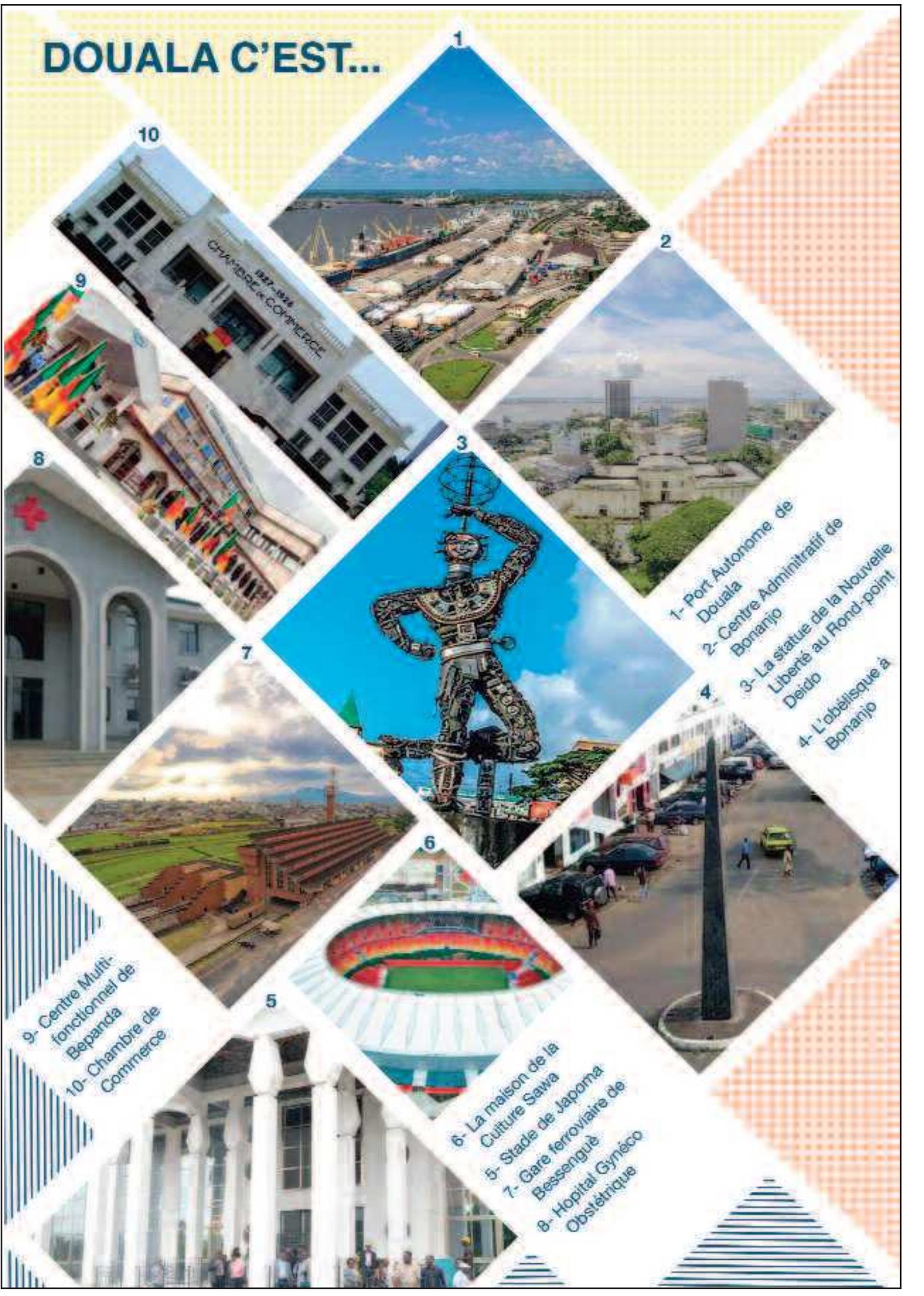
*Le Magazine trimestriel de l'environnement Oct - Nov - Déc 2022*

## Le plastique **OR OU ORDURE ?**



COP27 EGYPT  
**DOES AFRICA'S RESPONSE TO CLIMATE  
ISSUES COUNT?**

# DOUALA C'EST...



1



2

3

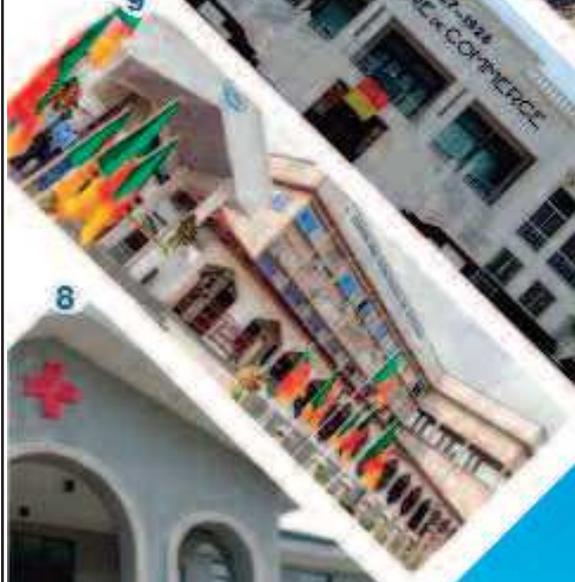


- 1- Port Autonome de Douala
- 2- Centre Administratif de Bonanjo
- 3- La statue de la Nouvelle Liberté au Rond-point Deido
- 4- L'obélisque à Bonanjo

10



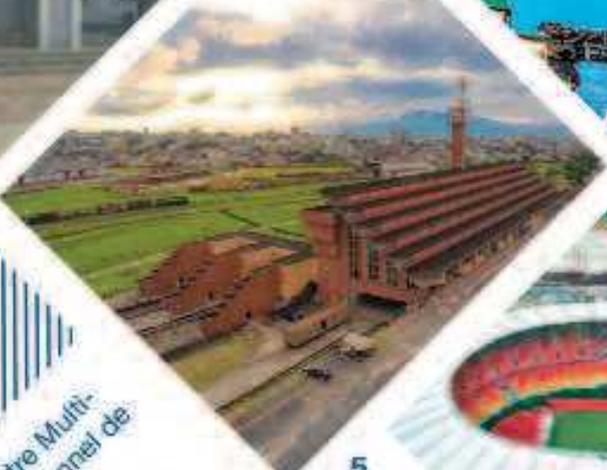
9



8



7



6



- 6- La maison de la Culture Sawa
- 5- Stade de Japoma Bessengué
- 7- Gare ferroviaire de Bonanjo
- 8- Hopital Gynécologique

5

- 9- Centre Multifonctionnel de Bepanda
- 10- Chambre de Commerce



# CHARM EL CHEIKH, AU CHEVET DE L'AFRIQUE



Par Michel NGAPANOUN,  
PRESIDENT DU GROUPE Hysacam

ce sera une véritable conférence africaine pour progresser dans des domaines prioritaires tels que le financement climatique, l'adaptation et les pertes et dommages.

Du 7 au 18 novembre aura lieu la Cop 27, à Charm-el-Cheikh, en Egypte. Une cité balnéaire nichée à l'Est du pays, entre le désert de la péninsule du Sinaï et la mer Rouge. C'est la deuxième fois ( la première s'est tenue à Marrakech, il y a 5 ans) que l'Afrique héberge cette importante assise où les pays du monde discute sans toujours trouver des solutions sur les moyens pour lutter contre les changements climatiques. Le ton se durcit et les pays africains semblent se réveiller. Depuis des années des voix s'élèvent sur le continent pour exiger la justice climatique. Un plaidoyer s'est construit à partir d'un argument fort : ceux qui polluent doivent payer ! Mais paradoxalement ceux qui doivent payer sont les premiers à moraliser la planète. Lors de la Cop 26, à Glasgow, il a été clairement exposé que cause principale du réchauffement climatique, les énergies fossiles (notamment la concertation des particules fines) mettent en danger 99% de la population mondiale, selon l'Oms. Les pays développés sont responsables du réchauffement.

Sur le continent, les pays affutent leurs armes. De nombreuses réunions se sont tenues avant le rendez-vous de Charm el Cheikh. Il faut mettre les pays du Nord face à leur responsabilité et faire pression pour qu'ils tiennent les engagements pris en 2009. Ils disaient verser dans la corbeille de la lutte contre les changements climatiques, 100 milliards de dollars par an pour

corriger l'impact négatif de leur développement, sur l'Afrique en particulier. Or il n'en est rien !

D'après l'Onu, le réchauffement coute à l'Afrique 7 à 15 milliards de dollars par an ! Il s'agit donc d'obtenir les financements annoncés. Cependant la stratégie de l'Afrique a manqué de cohérence et était disparate.

Il y a un sursaut. En effet le 9 novembre 2021, le président Abdel Fattah al-Sissi a précisé les enjeux de la Cop 27. Pour lui « ce sera une véritable conférence africaine pour progresser dans des domaines prioritaires tels que le financement climatique, l'adaptation et les pertes et dommages ». Il y a donc urgence à définir des actions concrètes sur le terrain, comme passer au plus vite et plus activement à la transition énergétique. C'est-à-dire une généralisation des énergies renouvelables, de la finance verte et la mise en place d'une économie circulaire et l'amélioration de la gestion des déchets. Ce programme est désormais connu de tous et les nombreuses rencontres qui se sont tenues sur le continent (Rdc, Gabon, Cameroun) en ont fait leur aggiornamento et indique que le plaidoyer ne doit pas rester un tambour qui sonne creux ! L'heure est à l'action ! Il faut noter l'implication personnelle de quelques chefs d'Etat dans ce combat. Alors, il ne reste qu'à souhaiter que dans cette ville lovée sur le Mer rouge, Charm el Cheikh ( qui signifie en arabe la Baie du Cheikh ), n'accouche pas d'une souris.

## Bosangi

### Une publication de Hysacam

B.P. : 1420 Douala.  
Tél. +237 233 37 44 14  
Fax : +237 233 37 47 73  
B.P. : 781 Yaoundé  
Tél. +237 222 22 13 79  
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication  
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef  
Garba AHMADOU

### Secrétaire de rédaction

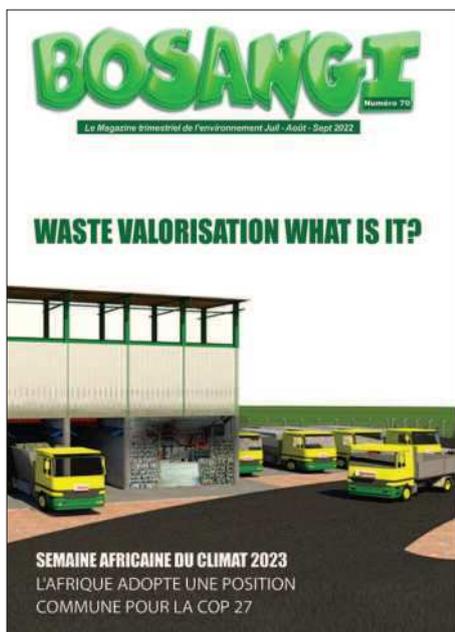
Gyna ANGOUN  
Ont participé à ce numéro :  
Jean Loïc AMOUGOU, Rita Diba, Boris Ngounou, Jator Njenyu, Eric Vincent FOMO, Leona Nounga, Thierry TENE

### Montage

Marque Plus  
Tél : +237 696 69 84 02  
marqueplus@yahoo.com  
Impression : Print Industry  
Tél : +237 233 42 63 93

# Sommaire

## ► Actualité 6-10



1. Cop 27 en Egypte : les délégations africaines et leurs positions, *par Jean-Loïc Amougou*
2. La Rdc reçoit les ministres de l'économie et de l'environnement pour affiner le diagnostic Afrique, *par Rita Diba*
3. Les villes du Cameroun se mettent à la précollecte : quelle incidence sur la propreté intégrale des Cités ? *par Boris Ngounou*



## ► Dossier 11-17

### LES DÉCHETS PLASTIQUES ENVAHISSENT LA PLANÈTE. L'OR BLANC DU PLASTIQUE POUR RECONFIGURER LA PLANÈTE ?

En Aout 2022, un bateau quittait le port de Marseille avec une ambition : faire le tour du monde pour collecter les plastiques et montrer comment on peut les recycler. Cette initiative témoigne d'une conscience et de la prise en compte d'un phénomène hallucinant : des océans entiers sont envahis par les plastiques...



1. Les déchets plastiques : leur production, leur dégât dans le monde *par Jator Njenyu*
2. Un océan de déchets plastiques, *par Eric Vincent Fomo*
3. Comment les collecter et les valoriser : l'industrie du recyclage des déchets, *par Boris Ngounou*
4. Le plastique cette ordure qui est une richesse : les usines de transformation, *par Jean-Loïc Amougou*
5. L'or blanc du plastique : un business ou une solution écologique ? *par Leona Nounga*



La quatrième édition du Concours national "Villes propres" a connu son apothéose le 3 octobre 2022 à Bertoua dans la région de l'Est du Cameroun, avec le sacre de Yaoundé 5.

## ► Regards 26

Fête Mondiale du football : un fond de contestation sur le risque écologique ? Des stades climatisés ? Une transformation de la nature. *par Boris Ngounou*

## ► Portrait 27

Tanguy Gatoma, président du groupe des Négociateurs Africains à la Cop, *par Eric Vincent Fomo*

## ► Parole à... 28

Florence-Aimée Titchio, enseignante de français, activiste et environnementaliste, *par Rita Diba*



Ben Okri

## ► Evènement 20-23

1. Bertoua au Cameroun a accueilli l'édition 2022 de la Journée mondiale de l'Habitat : bilan et perspectives, *par Leona Nounga*
2. Concours de la ville la plus propre : une émulation et une incitation à la citoyenneté. 2022 ... *par Boris Ngounou*
3. Teranga, une série sénégalaise à Canal + pour sensibiliser sur les questions de la protection de l'environnement, *par Jator Njenyu*

## ► Nouvelles d'ailleurs 24-25

Charm el Cheikh : quelle politique de la propreté ? Enjeux et défis, *par Jator Njenyu*



Tanguy Gatoma

## ► Réflexions 30-31

1. Coup d'Etat au Burkina et Sahel vert, l'opération Sahel vert compromise *par Eric Vincent FOMO*
2. Plaidoyer de l'Afrique à la Cop 27 : principes, décodage et éléments de langage ? *par Leona Nounga*

## ► Note de lecture 32

Ben Okri « La Route de la Faim », Ed. Robert Laffont 2004 (traduction. Ed. Anglaise, 14 mars 1991), *par Boris Ngounou*

## ► Carte postale 33

Bertoua, la ville du soleil levant au Cameroun

## ► Forum des lecteurs 34

*Gustave Mbin, développeur informaticien*

# COP27

## COP27

# L'AFRIQUE FIXE SA FEUILLE DE ROUTE

***Les conférences, débats et rapports se multiplient pour préparer et porter la voix de l'Afrique devant la COP27, la conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra en novembre à Charm el-Cheikh, en Égypte. Le changement climatique est devenu une préoccupation brûlante avec ses conséquences de plus en plus palpables.***

Jean Loïc AMOUGOU

Inlassablement, les Africains se doivent de rappeler que bien qu'ils ne représentent que 17 % de la population mondiale, ils ne pèsent que 3 % des émissions mondiales de gaz à effets de serre.

En revanche, ce sont eux qui sont les plus exposés aux conséquences du changement climatique. Une terrible injustice ! En deux ans, 131 événements climatiques extrêmes (tempêtes, sécheresses, inondations...) ont frappé le continent, décompte la Banque africaine de développement (BAD) dans son édition 2022 sur les Perspectives économiques en Afrique (PEA), intitulée, « Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique ». Ce rapport met en exergue la menace croissante que fait peser le changement climatique sur les vies et les moyens de subsistance en Afrique.

Comparé aux autres régions du monde,

l'Afrique est le continent le moins résilient au changement climatique en raison d'un niveau de vulnérabilité élevé et d'un faible niveau de préparation. « Le poids du changement climatique sur les économies du continent et les moyens de subsistance des Africains est disproportionnellement élevé en rapport à leur faible participation dans les émissions mondiales de carbone », observe le rapport sur les PEA. « Il est essentiel que les prochains engagements climatiques prennent en considération le contexte spécifique du continent africain, notamment ses perspectives souhaitées de développement, et intègrent également le rôle important que le continent peut jouer dans un avenir à bas carbone au niveau mondial », souligne de son côté la Fondation Mo-Ibrahim, présentant son rapport publié en juillet, « En route vers la COP27 : positionner l'Afrique dans le débat global sur le climat ».



africaines à l'accès à l'énergie et mettre en évidence le potentiel de l'Afrique pour le développement d'une économie verte à l'échelle mondiale.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo-Ibrahim, a déclaré qu'il est clair que le débat actuel sur le climat ne répond pas aux attentes de l'Afrique, lorsque plus de 600 millions d'habitants du continent n'ont toujours pas accès à l'électricité. « L'accès universel aux services énergétiques est essentiel à l'atteinte des objectifs de développement durable. »

Cette position se heurte à la décision d'en finir avec les combustibles fossiles en serrant les cordons de la bourse, prise par une majorité de pays l'an dernier, lors de la COP26 à Glasgow. Dès la fin 2022 tout financement public des sources d'énergie fossile – pétrole, gaz et charbon – responsables d'au moins 70 % des émissions de gaz à effet de serre devrait cesser.

Pour l'Afrique, cette décision va à l'encontre de son développement. Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine et président du Sénégal, a affirmé, avec conviction, lors de la conférence sur le climat organisée par la Fondation Mo-Ibrahim qu'il souhaitait avoir un vrai débat sur la transition énergétique, un débat qui permette d'avoir une transition juste et équitable et de faire en sorte que l'Afrique puisse utiliser son propre gaz au bénéfice d'abord de sa population.

S'engager pour le climat sans compromettre son développement, c'est la position que l'Afrique entend défendre à la COP27. L'Afrique perd chaque année entre 5 % et 15 % de son produit intérieur brut à cause du changement climatique. Pour rappel, un Américain émet chaque année en moyenne 14

tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, contre 10 tonnes pour un Européen et moins d'une tonne pour un Africain.

Les promesses ne sont pas tenues. Lors de la COP de Copenhague en 2009, les pays riches s'étaient engagés à verser 100 milliards par an aux plus pauvres. 11 ans plus tard, le compte n'y est toujours pas. En 2020, le financement climat pour les pays en développement s'est élevé à 83,3 milliards de dollars.

Parmi ces financements innovants, on peut citer les obligations et les prêts verts, les obligations et prêts durables, les échanges dette-contre-climat et des marchés du carbone plus efficaces et mieux évalués. De son côté, le rapport de la Fondation Mo-Ibrahim préconise d'évaluer (et monétiser) le potentiel de séquestration du carbone en Afrique : « Le continent est non seulement le plus faible émetteur de carbone par habitant, mais il abrite également des puits carbonés majeurs. Les pays africains doivent être dûment indemnisés pour la préservation de ces actifs mondiaux, notamment via un prix de stockage du carbone. »

Sur la question du climat, les conférences se succèdent aussi. Début août, trois jours de tables rondes régionales sur le changement et l'adaptation climatiques se sont déroulés à Addis-Abeba et le 18 août, une conférence organisée par l'Africa Risk Capacity Group (ARC), agence de l'Union africaine qui permet aux gouvernements de mieux répondre aux besoins face aux catastrophes liées au climat. L'objectif, comme pour les rapports, est de transmettre des connaissances et d'affiner la position africaine pour mieux peser dans les débats.

Mahmoud Mohieldin, champion égyptien de haut niveau des Nations unies pour le changement climatique, a souligné lors de cette dernière conférence de l'ARC, les opportunités prometteuses dans le domaine de l'action climatique en Afrique, saluant notamment les progrès réalisés par un certain nombre de pays africains dans le domaine de l'hydrogène vert. Six pays (Kenya, Afrique du Sud, Namibie, Égypte, Maroc et Mauritanie) ont lancé en mai dernier l'Africa Green Hydrogen Alliance pour stimuler le développement de l'hydrogène vert. Il a en outre rappelé que lors du forum régional qui vient de se tenir à Addis-Abeba, plus de 140 projets prometteurs ont été examinés, dont 19 ont été présélectionnés et seront mis en œuvre prochainement.

### Recommandations

La Fondation présente un ensemble de données, mais surtout 15 recommandations à l'attention des décideurs politiques et des citoyens et acteurs du débat climatique, afin de mieux positionner l'Afrique dans le débat global sur le climat. Ces recommandations tournent autour de trois axes : prendre en compte la vulnérabilité spécifique de l'Afrique, répondre au droit des populations





PRÉ-COP 27

# LA CEEAC MET L'ACCENT SUR LA BIODIVERSITÉ

***Les ministres des États membres réunis en RDC en octobre dernier, ont souhaité une mobilisation « plus élevée » des contributions financières pour la protection de l'écosystème de la sous-région.***

*Rita Diba*

Les ministres des États Membres de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) se sont retrouvés à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC) le 5 octobre 2022 en Réunion extraordinaire. L'objectif était d'adopter une position commune de l'Afrique Centrale dans le cadre de la 27<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la COP27, du 6 au 18 novembre 2022 à Sharm El-Sheikh en Egypte.

Les discussions ont tenu compte de plusieurs points. Parmi les principaux, il y a l'engagement pris par la communauté internationale, dans l'accord adopté à Paris en 2015, lors de la 21<sup>e</sup> (COP21), de limiter le réchauffement moyen mondial dans une fourchette n'excédant pas 2°C, de créer des conditions de résilience climatique idoines pour les sociétés et de favoriser un développement sobre en carbone avec la participation de toutes les parties. Les ministres ont aussi pris compte les conclusions de la Conférence scientifique internationale tenue du 5 au



7 septembre 2022 à Yangambi, en RDC dont les recommandations majeures formulées relèvent qu'il est urgent d'instaurer et d'implémenter une transparence climatique en matière de gestion des aires protégées, de la forêt et la biodiversité, de la gestion des sols et ressources en eau, du marché du crédit carbone, de l'énergie, la Recherche Développement et du capital humain entre autres.

Les participants ont aussi rappelé le rôle primordial et la contribution inestimable des forêts tropicales de l'Afrique centrale, gigantesque puits de carbone, deuxième poumon écologique du monde dans la protection de la biodiversité, la régulation du climat aux niveaux régional et mondial, le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des populations.

À l'issue des travaux, ils ont formulé plusieurs recommandations. Les

premières conclusions des ministres ont été adressées à la communauté internationale. D'abord en termes de financement, l'accent a été mis sur la nécessité de convenir d'une définition commune et partagée du financement climatique. Ainsi, les pays d'Afrique centrale appellent à la mobilisation plus élevée des contributions financières pour soutenir et accompagner les efforts de conservation, la valorisation de la biodiversité avec notamment l'augmentation des superficies des aires protégées, la mise en œuvre de programmes de lutte contre la criminalité environnementale, etc.

En interne pour la Cemac, l'interpellation des ministres a notamment porté sur plusieurs urgences : Entreprendre et accélérer les actions déjà initiées dans la sous-région, avec la mobilisation des ressources financières interne et externes conséquentes ; promouvoir les activités de la Grande Muraille Verte

(volet Tchad, Cameroun et RCA) ; mobiliser les efforts de la communauté internationale en vue de contribuer à la capitalisation du Fonds de l'Economie verte et du Fonds bleu pour le Bassin du Congo ; créer les conditions favorables à la mobilisation des financements additionnels, adéquats et prévisibles nécessaires pour la protection et la gestion durable des forêts du Bassin du Congo ; poursuivre les efforts entrepris pour la fourniture des services météorologiques, hydrologiques et climatiques axés sur les impacts tels que commencés au Centre d'application et des Prévisions climatiques de l'Afrique centrale (CAPC – AC)...

Un dernier point important des recommandations était d'inviter le Groupe d'experts sur l'évolution du climat d'Afrique centrale à produire sur la conciliation de la conservation et du développement économique.

## CAMEROUN

# MALGRÉ LE RECOURS À LA PRÉ-COLLECTE, L'ÉQUATION DES DÉCHETS MÉNAGERS DEMEURE DIFFICILE



Boris Ngounou

**D**ébordées par des quantités grandissantes d'ordures ménagères, les grandes villes du Cameroun ont recouru à la pré-collecte des ordures ménagères, afin d'améliorer la gestion des déchets en zone urbaine. Bien que n'étant pas implémenté de manière systématique dans tous les quartiers des villes, la pré-collecte n'a visiblement pas débarrassé les villes de ces tas d'ordures que l'on déplore sur la voie publique ainsi que sur les axes les plus insoupçonnables.

Cameroun le cadre réglementaire sur l'environnement confère aux collectivités locales, les opérations de tri, de pré-collecte, de collecte et de traitement des déchets ménagers. Mais n'ayant pas toujours le matériel et l'expertise nécessaire à l'accomplissement de cette mission, les exécutifs communaux (près d'une vingtaine à ce jour) ont choisi de travailler en partenariat avec l'entreprise Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam). Celle-ci assure la collecte, le transport, et la mise en décharge des déchets ménagers.

Les opérations de pré-collecte, jadis négligées et menées essentiellement par des associations de jeunes comme « Tam-Tam mobil » dans le 6e arrondissement de

Yaoundé, ne deviendront nécessaire qu'à partir de 2015, notamment dans les quartiers spontanés des deux capitales que sont Yaoundé et Douala. La démographie galopante (environ 3,9 millions d'habitants à Douala et 3,8 à Yaoundé, selon les chiffres officiels) et l'urbanisation incontrôlée ont rendu la gestion des ordures ménagères insoutenable, poussant les communes à renforcer leurs dispositifs avec l'opération de pré-collecte.

### La pré-collecte se généralise

À Douala où le seuil de 2000 tonnes de production de déchets ménagers par jour a été atteint depuis 2018, les autorités de la ville ont affecté cette année-là, une enveloppe de 600 millions de FCFA à l'opération de pré-collecte. À Yaoundé le dernier cas en date se situe dans le 3e arrondissement. Ici une l'Opération de pré-collecte des ordures ménagères a été lancé le 30 mai 2022 dans les quartiers Ahala 2 et Mvog-Ntiguï. Celle-ci vise à faire le ramassage (2 à 3 fois par semaine voire plus, selon le niveau de production des déchets et les sollicitations des ménages) des ordures dans chaque ménage de l'arrondissement par les agents de la

commune, contre le paiement de la somme de 1000 Fcfa par mois et par ménage, à travers un compte Orange money ou Mtn mobile money.

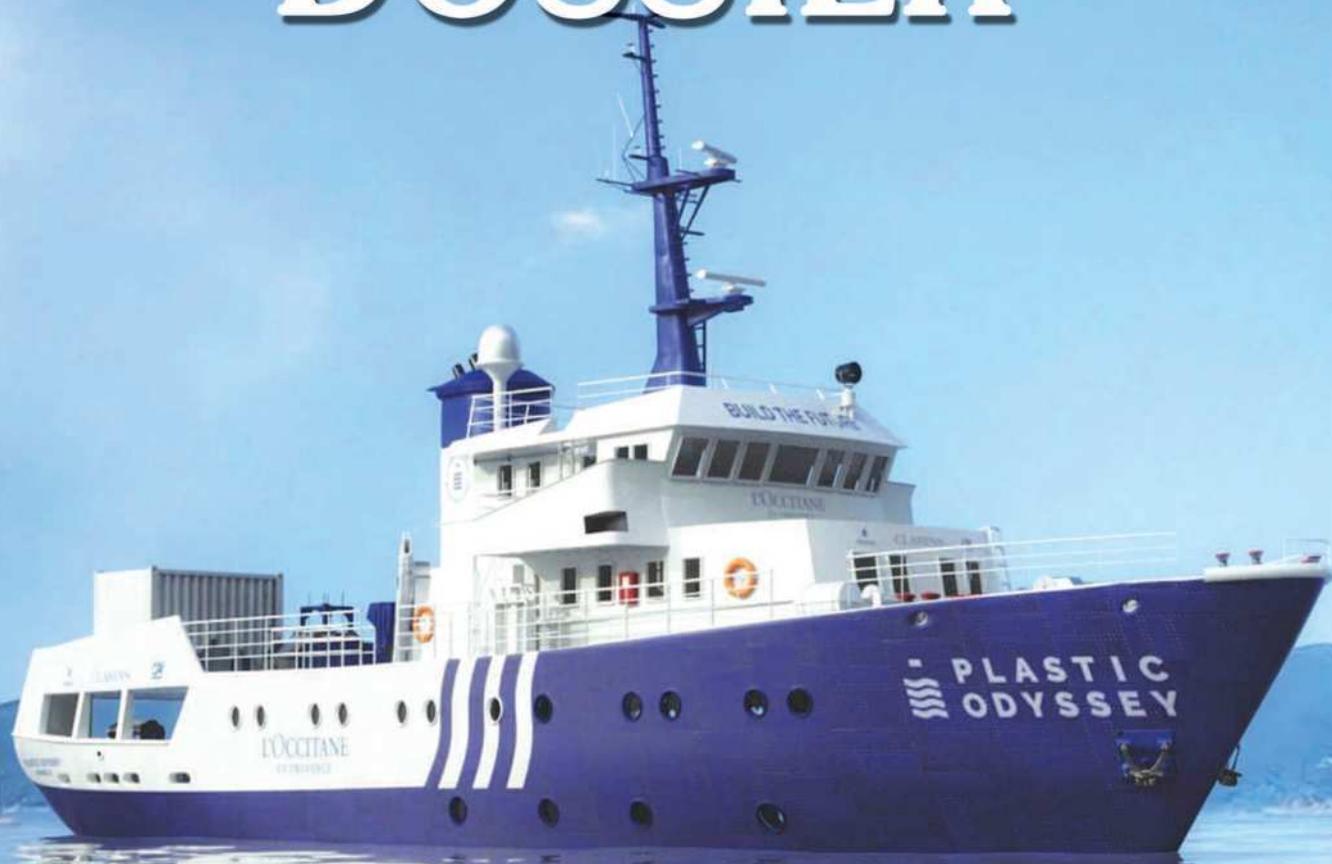
Les villes de Dshang et de Bangangté à l'Ouest du Cameroun se sont elles aussi lancées dans cette mouvance.

### Les déchets s'imposent dans les villes

Le constat est clair. Dans les deux principales villes du Cameroun, à savoir Yaoundé et Douala, les différentes mesures de gestions des déchets ménagers prises par les autorités semble toujours ne pas suffire. Et même la pré-collecte, dont la généralisation s'opère sur le terrain, n'est pas rassurante. Les quartiers spontanés et les périphéries des métropoles demeurent engorgés par des tas d'immondes, et des décharges sauvages.

Les autorités devaient revoir à la hausse le tonnage d'ordure négocié avec le prestataire Hysacam. L'entreprise indique collecter au quotidien un total de 5000 tonnes d'ordures ménagères dans toutes ses villes partenaires du Cameroun. Et pourtant, Douala et Yaoundé à elles seules, produisent la quasi-totalité de ce tonnage.

# DOSSIER



## LA TERRE EST DEVENUE UN OCEAN DE PLASTIQUE !

*En Aout 2022, un bateau quittait le port de Marseille avec une ambition : faire le tour du monde pour collecter les plastiques et montrer comment on peut les recycler. Cette initiative témoigne d'une conscience et de la prise en compte d'un phénomène hallucinant : des océans entiers sont envahis par les plastiques. Des sols sont pollués par cette même matière. Des tonnes et des tonnes de plastiques sont produites dans le monde par le biais de industriels . Plastic Odyssey est*

*une organisation de lutte contre la pollution plastique en mer et de valorisation des déchets plastiques depuis les zones côtières. Le siège de l'organisation se situe à Marseille. Elle lutte depuis 2018 pour faire progresser le monde . et diminuer les risques. Elle prévient , elle soigne, elle peut guérir. Dans ce numéro, votre trimestriel de l'environnement, fait le point sur la problématique : recycler pour diminuer la pollution.*

# Plastic waste

# EVERYTHING YOU NEED TO KNOW

*Plastic waste is a huge topic, so we've broken it down into useful sections that we hope will inspire you to commit to reducing your own plastic consumption, either as a business or an individual.*

Jator Jeynu

## 1. What is plastic waste?

Plastic waste, or plastic pollution, is 'the accumulation of plastic objects (e.g.: plastic bottles and much more) in the Earth's environment that adversely affects wildlife, wildlife habitat, and humans.'

It also refers to the significant amount of plastic that isn't recycled and ends up in landfill or, in the developing world, thrown into unregulated dump sites. In the UK, for example, over 5 million tonnes of plastic is consumed each year — and yet only 1 quarter of it is recycled.

The three quarters that isn't recycled enters our environment, polluting our oceans and causing damage to our ecosystem. In less developed countries, the majority of plastic waste eventually ends up in the ocean, meaning that marine animals are especially at risk.

So much of what we consume is made of plastic (such as plastic bottles and food containers) because it's inexpensive, yet durable. However, plastic is slow to degrade (taking over 400 years or more) due to its chemical structure, which presents a huge challenge. Reducing plastic consumption and raising awareness about plastic recycling is crucial if we are to overcome the problem of plastic waste and pollution on our planet.

## 2. Why has plastic become a global problem?

Since the late 20th century, we have depended on plastic as an affordable, versatile and durable material.

However, since the majority of plastic materials take centuries to degrade, all of the plastic that has been sent to landfills in the UK still exists — and yet we're still producing and consuming more of it.

That plastic has to go somewhere, and it's frequently either dumped carelessly on land or in rivers in developing countries, before ending up in the ocean, where it threatens marine life.

The fact is, we simply can't cope with the amount of plastic on our planet — nor the amount that continues to be produced. For this reason, our attitudes and behaviours towards plastic must change to ensure a safe and healthy future for our planet.

## 3. Plastic waste in the ocean

Plastic waste in our oceans is a global problem, but how does our rubbish enter the water in the first place?

In many cases, specifically in more developed countries, plastic waste is disposed of responsibly and sent to facilities to be sorted, recycled or recovered.

However, plastic waste generated in developing countries typically ends up in open unregulated dump sites, or is thrown into rivers and streams. Plastics from dump sites can be blown by winds into bodies of water, such as nearby rivers, before being carried out to sea.

Another problem is the volume of plastic that is exported to developing nations from Europe, the US, and Japan. Recycling standards in developing countries do not compare to standards deployed in the developed world and, as such, releasing plastics into the environment is causing significant environmental damage.

## How much plastic goes into the ocean?

Each year, approximately eight million tonnes of plastic ends up in our oceans. Some researchers predict that this figure could double by 2025, while others suggest there could be more plastic than fish in our oceans by 2050.

Over time, ocean currents pull rubbish into the centre, resulting in huge gyres of plastic developing (the largest is in the North Pacific, between Hawaii and California, which contains 1.8 trillion pieces of plastic).

Eventually, this pulling motion in the gyre causes plastic objects to break down into multiple smaller pieces, polluting the environment and making plastic waste easily swallowed by marine animals.

At Westminster City Council Commercial Waste Services, we ensure that all of your waste is handled responsibly. Download the infographic below to learn more.

## 4. How does plastic waste affect marine life?

According to the United Nations, 'at least 800 species worldwide are affected by marine debris, and as much as 80 percent of that litter is plastic.'

Marine animals can either get caught in plastic objects (such as the plastic rings that hold drinks cans together), ingest the plastic, and/or be exposed to plastic chemicals, which can alter their physiology over time.

A recent study found that 'sea turtles that ingest just 14 pieces of plastic have an increased risk of death.'

In particular, young turtles are at a higher risk because they tend to drift with the same currents that attract plastic waste, and they are less selective than their elders about what they eat.

The problem with plastic microbeads Plastic microbeads, which are commonly found in toiletries such as facial scrubs, toothpastes, and shower gels can also wreak havoc on marine life.

Most sewage treatment facilities cannot capture these beads from incoming sewage and so they are discharged directly into water courses. The BBC explains that 'They do not degrade over time and can transport toxic chemicals into marine organisms.' Fortunately, the UK banned the sale of products containing plastic microbeads in July 2018. However, the BBC also states that 'Some countries and states have loopholes that allow microbeads made from biodegradable plastic to continue to be used'. In other words, there's still a lot of work to be done.

## 5. How much plastic waste is there in the world?

Six decades ago, mass production of plastics began — accelerating so rapidly that it has created 8.3 billion tonnes of plastic — and over 90% of it isn't recycled.

As of 2018, approximately 380 million tons of plastic is produced worldwide each year. Our planet can't cope with this amount of plastic polluting the environment, and calls to reduce plastic pollution and consumption have increased in urgency in recent years.

## 6. Which country produces the most plastic waste?

Currently, China produces the largest amount of plastic waste by a significant margin, followed by Indonesia, the Philippines, Vietnam, and Sri Lanka, which all make the top five. This is followed by

Thailand, Egypt, Malaysia and Nigeria.

## 7. What are the prime causes of plastic waste?

1. Plastic is cheap, readily available, and its use is widespread

Since plastic is an affordable and durable material, it can be found in everything from packaging materials to plastic bottles, straws to plastic bags, and much more.

Until businesses start to utilise more environmentally-friendly, alternative materials (such as paper), the cycle of producing and disposing of plastic will continue.

2. The world's population is growing — and so is urbanisation

Put simply, the more of us there are in the world, the greater the demand for cheap materials and in turn, the more plastic we use to excess.

To illustrate this, in the first decade of this century, more plastic has been produced than ever due to rapid urbanisation and, in turn, demand.

3. We have a disposable mentality when it comes to plastic

Plastic items typically have a very short lifespan — think carrier bags, water bottles, straws, and food containers. And because they're so cheap to make, we don't value them enough to hang on to individual items.

Not only that, but the disposal of plastic is often mismanaged — so again, it ends up in landfills.

4. Plastic takes over 400 years to decompose

The chemical bonds that make-up plastic are strong and made to last. The decomposition rate of plastic can vary depending on the type, however, this typically ranges from 50 to 600 years.

In other words, according to the US EPA (Environmental Protection Agency in the United States), almost every bit of plastic ever made and sent to landfill or dumped in the environment still exists — a sobering thought for us all.

As new plastic items are manufactured every day, the cycle repeats.

5. Marine shipping and fishing industries

The shipping and fishing industries are also responsible for contributing towards plastic waste and pollution, particularly in our oceans.

Plastic waste is often washed to shores from ships and nets used for fishing, which — you guessed it — are usually made from plastic.

Not only does this plastic pollute the water, but marine animals can become trapped in nets and/or swallow the toxic particles.

Overall, the shipping and fishing industries have a lot to answer for when it comes to plastic pollution.

## 8. Some of the different types of plastic to be aware of

Bioplastics:

Bioplastics — sounds good, right?

Especially when most plastics come from fossil fuels. Bioplastics, on the other hand, may come from plant-based sources, such as flaxseeds — and companies are often eager to use this as a selling point.

However, as the 2015 United Nations report states, once the polymer is created, the material properties are the same. In other words, the resulting material is no better than any other form of plastic.



At present, only 4% of the British population get their milk delivered. Incorporating this into your business is a quick and easy way to be more environmentally friendly.

**11. Ensure you're using a responsible waste collector**

Your commercial waste collector may claim that they recycle a large percentage of your waste, but this can be extremely difficult to trace. In fact, the compliance reporting of London sorting facilities and private commercial waste collectors paints a very different picture.

This information is freely accessible on the WRAP recycling portal — just register your details to download performance reports for numerous recycling sorting facilities and collectors. Most specifically, the reports show that much of the recycling collected from businesses is heavily contaminated. Therefore, it's likely that many of your mixed recycling items don't get recycled at all.

**13. On a larger scale – how can waste be better managed?**

Businesses and individuals can make a concerted effort to reduce the amount of plastic they purchase, use, and discard. Small habitual changes, such as those listed above, can make a positive difference by reducing the amount of plastic pollution.

However, on a larger scale, recycling sorting facilities must also adhere to strict guidelines. There should also be greater visibility over where every single bit of plastic goes after being put into mixed recycling. Responsibility, traceability, and transparency are key to ensuring waste is respected and can be utilised as a potential future resource wherever possible. Large companies, such as supermarkets, must also adapt by changing the way their products are packaged. A north London supermarket has recently become the first in Britain to introduce plastic-free zones. This follows the first supermarket in the world to feature a plastic-free aisle in Amsterdam the previous year.

**14. Plastic waste facts**

In 2017, scientists were shocked to discover that 6.3 billion tons out of 6.9 billion tons of plastic never made it to a recycling bin. And that's not the only figure that we should be concerned by:

1. Over two million tonnes of plastic waste has been dumped in our oceans globally this year so far
2. In the North Pacific Ocean, there are six times more items of plastic debris than plankton
3. Since the 1950s, 8.3 billion tonnes of plastic has been produced worldwide
4. Of that 8.3 billion tonnes, only 90% has been recycled
5. In 2017, Kenya banned the use and sale of plastic bags altogether — and many other countries are now following suit
6. However, worldwide, 2 million plastic bags are still being used every minute
7. Plastic kills over 1.1 million seabirds and animals each year

**15. Raising awareness for plastic waste**

Raising awareness is crucial if we are to overcome the challenges of plastic waste and pollution.

*Documentaries and TV series' such as the BBC's Blue Planet II, presented by David Attenborough, have helped to bring the issue of plastic waste to the forefront. However, there's still much to overcome to change attitudes and behaviours towards plastic, especially in our 'disposable' culture.*

Bioplastic or not, it's still wise to cut down on our plastic consumption wherever possible. Bioplastics also can't be recycled — nor can they be composted.

**Compostable plastics:**  
Compostable plastic is very similar to biodegradable plastic, except to achieve 'compostable' status, it must be monitored and verified by an independent third party organisation.

However, being virtually the same as biodegradable plastic, compostable plastic still poses the same challenges when it ends up in our oceans. Nearly all UK organic waste treatment facilities can't treat this material and will take it out as a residue sent for incineration or landfill.

The above three types of plastic all emphasise that the best way to reduce plastic waste and pollution is to simply cut down. More specifically, we should be focusing on eliminating the use of single use, unrecyclable, and not recycled plastic (think takeaway cups, polystyrene food trays like 'clam shell' boxes and carrier bags).

**Biodegradable plastics:**  
Biodegradable plastics (plastics that can be broken down into carbon dioxide, water, and minerals through natural processes) are another seemingly appealing alternative.

To use the term 'biodegradable', products must conform to national or international standards. In Europe, for example, for a plastic product to be deemed biodegradable it must:

- Not contain high levels of heavy metals
- 90% of the plastic must break down into CO2 within six months of being exposed to natural processes (including sunlight and hydrolysis)
- 12 weeks after exposure, 90% of the plastic leftover must be able to pass through a mesh measuring 2 x 2 mm

The final material must not prove toxic to plants. Despite this, the speed of degradation depends heavily on the type of plastic and the environment it's in. It often does not degrade properly, as highlighted in this article.

Treatment plants for organic waste, such as in-vessel composters or anaerobic digestion facilities cannot treat these plastics, since they either disrupt the treatment process or simply take too long to biodegrade. These plastics also need a certain constant temperature range for a prolonged period in time in order to breakdown. In reality, the ocean's temperature is vastly different, which will affect the rate at which the plastic biodegrades.

Bioplastics don't solve the problem of plastic in the ocean, or prevent harmful microplastics from being produced.

Once in the ocean, UV radiation and wave action helps to break down plastic. However, once the plastic is submerged in deep water, where it can become covered in biofilm or buried in sediment (only 4%-5% of ocean plastics are found on beaches and shorelines), the speed at which the plastic can break down falls significantly.

The term 'biodegradable plastic' is clearly misleading, and certainly not a quick solution to tackling plastic pollution.

**9. What are the benefits of reducing plastic waste?**

Reducing our plastic waste boasts numerous benefits, not the least of which include preserving natural resources, protecting the environment, and saving us money.

The benefits of reducing plastic consumption include:  
Preventing pollution by lessening the amount of new raw materials used

Saves energy  
Reduces greenhouse gas emissions, which contribute towards climate change

Reduces the amount of waste that needs to be recycled or, in developing countries, sent to landfills/incinerators

Saves money, since reusable items work out cheaper than constantly purchasing more plastic  
Claridge's is one of London's most famous 5-star hotels. It often hosts royal figures and A-class celebrities.

Like many businesses they have faced challenges with their waste management that they have had to overcome.

**10. How can you help to reduce plastic waste?**

To reduce your business' or personal output of plastic waste, try switching from plastic materials to paper or glass wherever you can, as these materials are widely recycled.

Reducing (or ideally cutting out altogether) your consumption of plastic water bottles, plastic bags, and straws can also make a huge difference.

The following are some easy switches that you can make in your daily life:

- Carrying a metal water bottle with you to avoid purchasing more plastic bottles
- Buying second hand — you can often find good-as-new items via retailers of refurbished office furniture. See here for a case study.

Using reusable bags when you go shopping, such as canvas tote bags

Opting for products that use less packaging — your business' shopping and procurement is one way to make a significant difference over time

If you haven't already, switch to paper, glass or metal alternatives (preferable it being a reusable option)

Top tips for businesses to reduce plastic waste  
As a responsible business, we are sure that you recycle what you can, sorting out paper, card, glass, and plastics. But how can you increase the chances of these items actually being recycled?

Avoiding contaminating your mixed recycling with food or other substances is one way to do this; everything that you sort for recycling should be clean and dry.

Aside from this, consider areas in your business where you could make more eco-friendly choices. Plastic bottles, straws, and cutlery all add to the unnecessary amount of plastic waste created daily. You could also get milk delivered in glass bottles, which can be reused and recycled, instead of discarding all these single use plastic milk bottles. Many milk rounds also offer fruit juices, too, meaning there's something for everyone in the office to enjoy.

# Pollution

## LA MER, DÉPOTOIR DES DÉCHETS PLASTIQUES

Eric Vincent Fomo

**Le milieu marin recueille 10 millions de tonnes de déchets chaque année, soit l'équivalent en poids de 55 000 Boeing 747.**

**E**n février 2022, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié un rapport sur « Les premières perspectives mondiales des plastiques », qui révèle que le monde produit aujourd'hui deux fois plus de déchets plastiques qu'il y a vingt ans. Dans cet intervalle, la production des déchets plastiques sur l'ensemble de la planète est passée de 156 à 353 millions de tonnes par an. La plupart de ces déchets est mis en décharge, incinéré ou rejeté dans l'environnement. La production de plastiques est passée de 234 millions de tonnes en 2000 à 460 millions en 2019. Autrement dit, deux fois plus de plastiques ont été produits dans le monde et deux fois plus de déchets rejetés sur la même période.

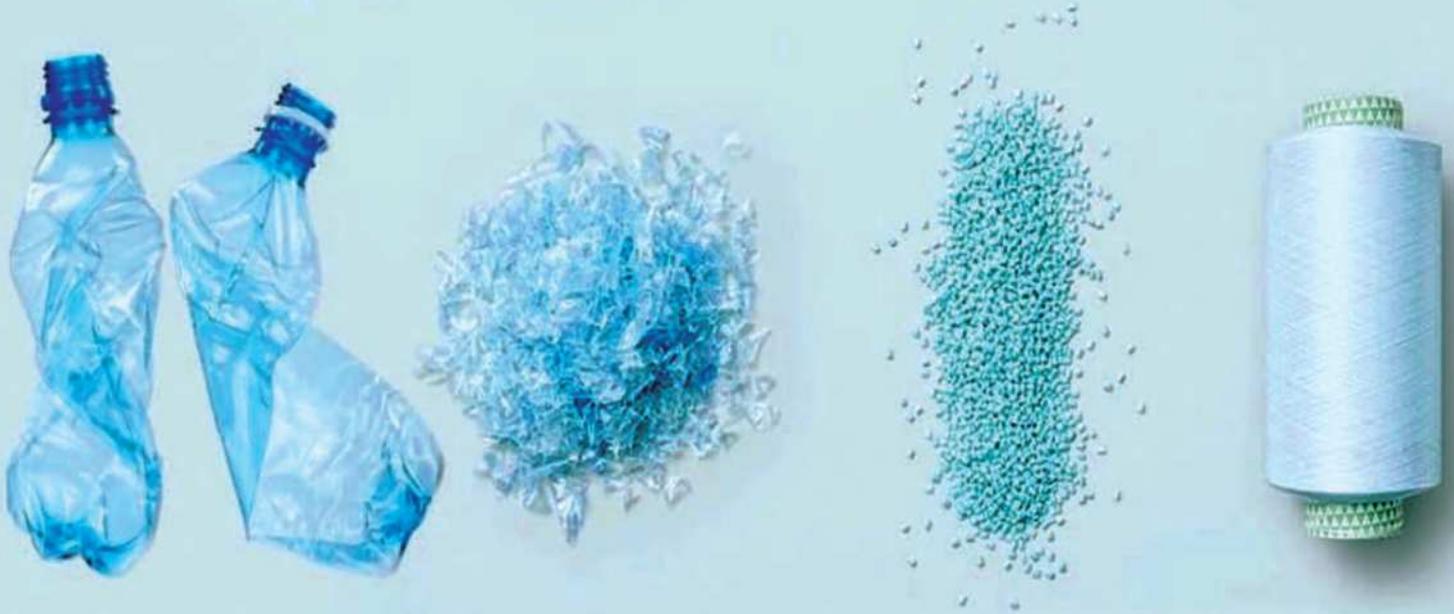
Les quantités de déchets, elles, sont passées de 156 millions de tonnes il y a 22 ans à 353 millions en 2019. Quant au sort de ces déchets, près d'un quart (22%) est recensé dans des décharges sauvages ou est dispersé dans l'environnement. A peine 9% sont recyclés. Les chiffres officiels parlent de près de 400 millions de tonnes de plastique produites chaque année dans le monde.

Depuis 1950 (date d'arrivée sur le marché de masse des premiers produits en plastique ; ndlr), les quantités de déchets sont chiffrées à neuf milliards de tonnes. Des estimations font état d'une production potentielle de plus de 600 millions de tonnes en 2030. La pandémie du Covid-19 (nouveau coronavirus) n'a pas arrangé les choses, avec une augmentation de « la quantité des déchets de plastiques à usage unique, bien que la consommation totale de plastiques ait diminué », expliquent les experts de l'OCDE.

La mer est la principale destination des déchets plastiques. 10 millions de tonnes de déchets sont rejetés en mer chaque année, soit l'équivalent en poids de 55 000 Boeing 747. Dans la mer Méditerranée, 600 000 tonnes de plastique y sont rejetées chaque année, soit l'équivalent de 3280 Boeing 747. L'OCDE fait observer que 6,1 milliards de tonnes de déchets plastiques ont été rejetés dans les milieux aquatiques en 2019. 1,7 milliards de tonnes ont été entraînés dans les océans par les cours d'eau. Le rapport de l'OCDE estime que 30 milliards de tonnes de déchets plastiques se sont désormais accumulés dans les mers et les océans, et 109 milliards de tonnes dans les cours d'eau.



*Les déchets plastiques menacent l'intégrité biologique de la mer.*



## Déchets plastiques

# COMMENT LES COLLECTER ET LES VALORISER ?

Boris Ngounou

**D**ans un monde de plus en plus enclin à la pollution plastique, il est tout naturel de rechercher des solutions idoines pour freiner un tant soit peu cet état de choses. La valorisation des déchets plastiques s'impose comme l'une des solutions les plus efficaces pour lutter contre la pollution de l'environnement.

La valorisation ou revalorisation des déchets est un ensemble de procédés par lesquels on transforme un déchet matériel en un autre produit, matériel ou énergétique. En ce qui concerne les déchets plastiques, l'on distingue aujourd'hui six étapes dans le processus de collecte et de valorisation.

Le processus de recyclage des déchets plastiques débute par l'étape de la collecte. Bien que déterminante dans le processus, cette étape est effectuée par les utilisateurs du plastique. À travers le

tri sélectif des déchets ménagers ces utilisateurs déposent les déchets plastiques dans des bacs ou conteneurs de tri prévus à cet effet. Il peut s'agir des bouteilles et flacons en plastique, des sacs et films en plastique ou des pots ou récipients en plastique.

Après cette étape, les déchets collectés sont ensuite acheminés par des camions dans un centre de tri. Ils sont triés selon leur nature : polystyrène, polyéthylène, polypropylène et autres. Après la phase du broyage et le nettoyage, puis celle du séchage et de l'homogénéisation, la sixième étape consiste à obtenir les granulés. Il s'agit ici d'aplatir la pâte homogène issue de l'étape précédente, pour former des balles de plastique ou des gros cubes, qui sont ensuite découpés en petits grains, appelés granulés. C'est sous cette forme qu'on réutilise le plastique

pour en faire de nouveaux objets.

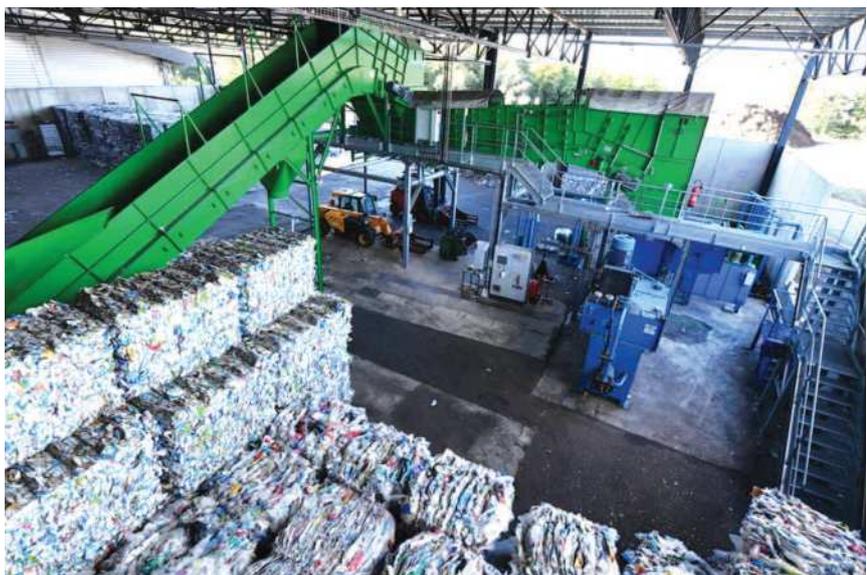
### **Le recyclage des déchets plastiques, une industrie faible au Cameroun**

D'après un rapport du Ministère camerounais de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable, le Cameroun produit annuellement 6 millions de tonnes de déchets par an. 10% étant des déchets plastiques, soit 600 000 tonnes. Malgré ce potentiel, l'industrie camerounaise du recyclage des déchets plastiques (constituée d'une dizaine d'entreprises) demeure faible. Selon les chiffres officiels, la contribution de ce secteur au produit intérieur brut (PIB) ne se situe qu'à environ 1%. Le secteur subit également des contraintes techniques et administratives: l'étroitesse du marché, la concurrence des importations, ou encore le paiement des droits et taxes supplémentaires.

# LE PLASTIQUE, SOURCE DE RICHESSES

**Le plastique est devenu une source de richesse (27,5 milliards d'euros de contribution aux finances publiques dans les pays européens) et d'emplois (plus de 1,5 million d'emplois en Europe)**

Jean-Loïc Amougou



**P** principale application, les emballages plastiques représentent 26 % du volume total des plastiques produits (1). Peu chers, légers et dotés de performances élevées, « les emballages plastiques peuvent en outre avoir un effet positif sur l'environnement : leur faible poids permet en effet de diminuer la consommation de carburant nécessaire au transport et ses propriétés protectrices permettent une meilleure conservation des aliments, ce qui réduit le gaspillage alimentaire », souligne la Fondation Ellen MacArthur, qui s'est donné pour mission d'accélérer la transition vers l'économie circulaire. « L'emballage plastique constitue l'élément essentiel de prévention des contaminations extérieures (chimiques ou microbiennes), de préservation de la qualité, de traçabilité des produits et de réduction des pertes et gaspillages en protégeant les aliments », constate également Nathalie Gontard, directrice de recherche à l'INRA (2).

Résultat : les plastiques remplacent de plus en plus tous les autres matériaux d'emballage. Entre 2000 et 2015, ils sont ainsi passés de 17 % à 25 % du volume total des emballages, du fait d'une forte croissance du marché mondial des emballages plastiques de 5 % par an. En 2013, le secteur a mis sur le marché 78 millions de tonnes d'emballages plastiques. Un volume qui devrait continuer à progresser fortement selon la Fondation Ellen MacArthur, doublant

dans les quinze prochaines années et plus que quadruplant d'ici à 2050, pour atteindre 318 millions de tonnes par an – plus que l'ensemble du secteur des plastiques aujourd'hui (1).

Alors on fait quoi ? Évoluant avec les avancées de la recherche et de l'innovation, le sujet fait intervenir des notions relativement complexes sur lesquelles des confusions sont possibles. C'est aussi un sujet sur lequel circulent bon nombre d'a priori, d'idées reçues ou d'opinions plus ou moins fondées. Dans ce contexte, un rapport d'information a été commandité auprès de trois scientifiques indépendants (3) par deux entreprises industrielles (4) avec pour objectif de dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les bioplastiques biosourcés, biodégradables et compostables, et d'expliquer en quoi ces nouveaux matériaux représentent une solution alternative au plastique conventionnel, plus respectueuse de l'environnement et améliorant significativement notre gestion des déchets.

À la veille de la présentation du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire en conseil des ministres le mercredi 10 juillet, ce rapport ne devrait pas manquer d'interroger nos responsables politiques ...

C'est le triptyque de la chaîne de valeur linéaire sur laquelle repose l'économie

actuelle des plastiques. Ce qui – on ne le sait que trop – présente d'importants inconvénients économiques et environnementaux. Dans le monde, seuls 14 % des emballages plastiques sont collectés pour être recyclés. Mais la majorité de ceux-ci sont transformés dans des applications de moindre valeur et ne sont pas recyclables après usage. Au final, si l'on intègre les pertes occasionnées lors du tri et du retraitement, seuls 5 % de la valeur des matériaux sont conservés pour un usage ultérieur (1). Après un premier cycle d'utilisation de courte durée, 95 % de la valeur des matériaux d'emballages plastiques sont donc perdus chaque année, ce qui représente 80 à 120 milliards de dollars, estime la Fondation Ellen MacArthur.

De plus, selon le Programme des Nations unies pour l'Environnement, les emballages plastiques engendrent d'importantes externalités négatives, estimées à 40 milliards de dollars par an – un montant supérieur aux profits de l'industrie des emballages plastiques dans son ensemble. Ces impacts négatifs sur l'environnement concernent principalement la dégradation des systèmes naturels liée aux fuites d'emballages plastiques, en particulier dans les océans, et les émissions de gaz à effet de serre lors de la production des plastiques et de l'incinération des déchets.

# L'or blanc du plastique

## UN BUSINESS OU UNE SOLUTION ÉCOLOGIQUE ?

**L'industrie du plastique et sa place prépondérante dans le quotidien est aujourd'hui au centre de l'attention, dans un monde plus soucieux de son empreinte écologique.**

Leona Nounga

**S**ur le plan économique, le commerce des plastiques représente 1000 milliards de dollars par an dans le monde. Le secteur de la plasturgie est l'une des plus grandes sources de richesse nationale. En France on dénombre 5000 entreprises dans le secteur, employant 230 000 personnes (24% des entreprises) et contribuant à un chiffre d'affaires annuel de plus de 65 milliards d'Euros.

Au-delà de son apport économique, l'industrie du plastique a une place essentielle dans les services vitaux. Selon des experts de la santé par exemple, sans les nombreux articles en plastique utilisés dans le milieu hospitalier, des vies seraient perdues (respirateurs, gants, masques de protection, poches à sang etc.). Une unité de dialyse par exemple ne pourrait pas être fonctionnelle sans plastique.

Cette contribution salubre contraste pourtant avec le poids écologique du plastique qui est l'une des matières les plus problématiques pour la pérennité de la planète. Notamment avec un revers de médaille fatal pour la vie humaine et pour les sols qui paient le lourd tribut de la présence dans leurs entrailles d'un agent polluant et appauvrissant durant des siècles.

Le plastique est également un danger majeur pour la vie marine. Les différents rapports climatiques font état d'effets néfastes qui pourraient être irréversibles. Notamment du fait de l'extension des "tourbillons de plastique" rassemblés par les courants océaniques dans le monde. L'un des plus marquants est la grande déchetterie du Pacifique, qui équivaut en taille à la France, la Belgique et la Suisse



réunies. Et selon des études la grande majorité de plastique sous-marin devrait rester présent dans l'environnement sous une forme ou une autre.

Malgré le volontarisme des entreprises engagées dans la transition écologique, les solutions développées jusqu'ici sont loin d'être à la hauteur de l'ampleur de la pollution plastique. La capacité industrielle du recyclage dans le monde ne parvient pas à s'arrimer au niveau de production. Car sur les 8300 millions de tonnes de plastiques vierges produites jusqu'en 2015, 6300 millions de tonnes ont été jetées et ensevelies sans pour la plupart, subir de transformation.

A défaut de pouvoir fermer le robinet du plastique à la source, de nouveaux modèles économiques et de consommation s'imposent à notre siècle. Ils doivent s'appuyer sur des politiques nationales rigoureuses garantissant un compromis efficace entre la rentabilité, la préservation de la vie humaine et les enjeux environnementaux. C'est dans cette perspective, que des pays avant-

gardistes à l'instar des Etats Unis, du Royaume Uni ou de la Nouvelle Zélande s'efforcent déjà de déterminer quels plastiques sont inutiles et problématiques. En France 50% des entreprises de la plasturgie intègre des matières plastiques recyclées dans leurs produits.

A côté de la canalisation de l'activité industrielle liée à la plasturgie, il est essentiel de travailler sur les consommateurs, qui ont une responsabilité significative dans la chaîne de gestion vertueuse du plastique. Selon Sharon George, maître de conférences en durabilité environnementale et technologie verte, ces derniers sont trop souvent prompts à acheter des produits bon marché et jetables au lieu de produits plus standardisés qui pourraient être échangés et réparés.

L'heure est donc plus que jamais à de nouveaux paradigmes d'écologie industrielle et sociale autour de la précieuse approche trois R: Réduction, Réutilisation, Recyclage.

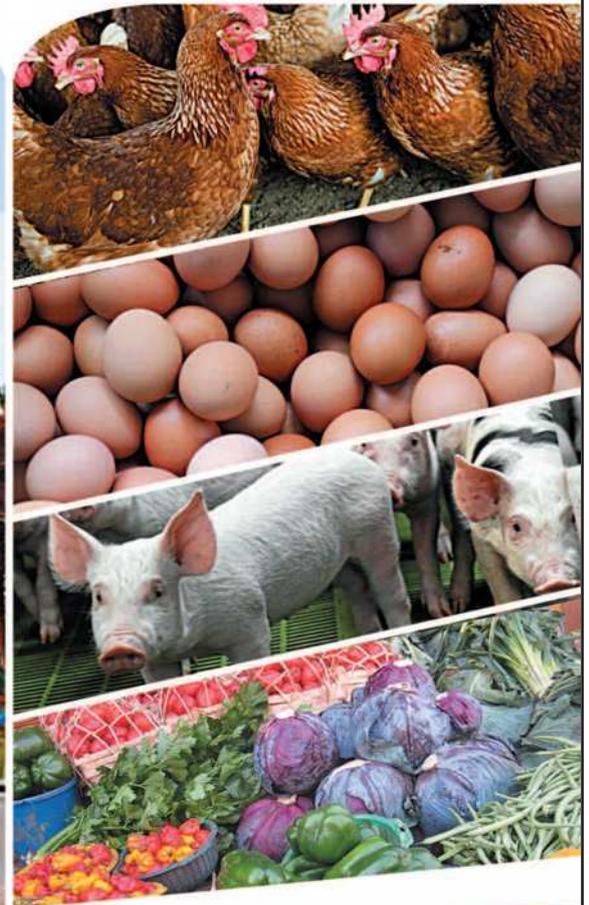
LE FUTUR C'EST A BAFOUSSAM



## BIENVENUE A BAFOUSSAM

Ville Culturelle; Terre d'Opportunités

« Faire de Bafoussam une Ville radieuse, ouverte et offrant de nombreux attraits pour les affaires à l'horizon 2026 ».



VILLE DE BAFOUSSAM



233 44 15 62

995 Bafoussam



Ville de Bafoussam



contact@cubafoussam.cm - www.cubafoussam.cm

# Hysacam A LA POINTE DES TECHNOLOGIES INNOVANTES

En 50 ans, nous avons mis en place un modèle de production et des outils technologiques qui reposent sur l'exploitation du déchet comme une matière première secondaire et une source d'énergies nouvelles.

## NOS REALISATIONS

- 02 Centrales de captage et de traitement du biogaz pour réduire les Gaz à effets de Serre :
  - Yaoundé (NKOLFOULOU) : 500 000 Teq CO2 évitées.
  - Douala (PK10) : 350 000 Teq CO2 évitées.
- 05 Unités de compostage pour la valorisation des sols.
- PLASTIC RECUP (Douala et Yaoundé) : unités de collecte et de mise en balle de bouteilles plastiques ; plus de 300 tonnes de bouteilles PET recyclées.

## NOS PROJETS

- 03 Projets de production d'électricité à base des déchets ménagers  
Plus de 200 000 habitants à desservir
- **Yaoundé** (NKOLFOULOU)
  - Capacité estimée: 4 MW
- **Douala** (PK10)
  - Capacité estimée : 500 KW
- **Bafoussam**
  - Capacité estimée : 2 MW

## CHIFFRES CLES

- ❖ 15 millions d'habitants desservis au quotidien
- ❖ 7 000 tonnes de déchets collectés par jour
- ❖ 5 000 employés
- ❖ 1 700 km de rues balayées par jour
- ❖ 600 camions de propreté spécialisés
- ❖ 52 engins lourds spécialisés dans le traitement en décharge
- ❖ Service continu 7j/7 et 24h/24
- ❖ 02 centrales de captage et de traitement du biogaz
- ❖ 500 teq Co2 traitées par jour
- ❖ 20 villes desservies en Afrique
- ❖ Capital : 15,5 millions d'Euros



Groupe Hysacam, 5000 employés  
15 millions de personnes desservies en Afrique  
Société anonyme au capital de 15,5 millions d'Euros  
Siège social : ZI. Bassa BP. 1420 Douala-Cameroun  
Tél : +237 233 37 80 87. Fax : +237 233 37 80 90





# CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT 2022 AU CAMEROUN

## Bilan et perspectives

*La ville de Bertoua, capitale de l'habitat au Cameroun en 2022, a accueilli les gestionnaires du développement urbain de plusieurs pays africains du 27 Septembre au 03 Octobre.*

Une préoccupation saillante s'est dégagée de la réflexion et des activités commémoratives de la Journée de l'habitat, celle d'œuvrer pour un développement urbain inclusif sous-tendu par une dynamique de construction collective des villes. C'est ce qui a motivé le thème : Attention à l'exclusion.

Avançons tous et partout ensemble et les tables rondes animées par des acteurs pluridisciplinaires (corps diplomatique, gouvernement, collectivités territoriales décentralisées, entreprises, experts de l'environnement, institutions académiques, société civile).

Leona Nounga



**D**ans cette réflexion participative sur les enjeux urbains que sont la restructuration des quartiers précaires, les logements sociaux, la santé et la gestion des déchets, un accent a été mis sur la contribution fondamentale des intervenants locaux. En effet à l'ère de la décentralisation il n'est plus concevable que la gestion des établissements urbains et des services de base soit assurée de façon centralisée par un Etat providence.

Une action locale doit donc être structurée, dans un schéma politique "Bottom Up" dans lequel les maires jouent un rôle moteur dans la prise en main de ces services essentiels. En étant des coordonnateurs et des animateurs des initiatives citoyennes de développement urbain.

Dans cet élan, un concours villes propres a été organisé sur l'ensemble du territoire camerounais en prélude à la journée mondiale de l'habitat. Il a fortement impliqué la société civile et le secteur privé dans l'organisation de campagnes

et d'opérations publiques autour de la propreté, de l'embellissement des villes et de la sensibilisation des citoyens aux questions d'hygiène et de salubrité.

La cérémonie officielle de la Journée Mondiale de l'Habitat organisée le 03 Octobre a constitué le clou de cette compétition à travers la remise de primes d'environ 500 millions de FCFA par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain à 10 communes finalistes.

En guise de perspectives, la déclaration de Bertoua à l'issue de la célébration, a énoncé des axes directeurs pour la gestion durable de l'habitat et de l'urbanisation.

Elle préconise une synergie d'action basée sur les piliers des Objectifs du Développement Durable et de la Stratégie Nationale de Développement du Cameroun dans l'exercice des rôles dévolus à toutes les parties prenantes.

Au niveau gouvernemental l'emphase sera mise sur l'amélioration de la coordination de tous les acteurs du foncier et de la gouvernance urbains, le renforcement des ressources financières dédiées et la mise en œuvre d'un programme national intégré de gestion durable des déchets.

Les Collectivités Territoriales Décentralisées devront accentuer leurs efforts autour de l'élaboration des stratégies communales de gestion des déchets, d'une réglementation incluant des mesures incitatives et des sanctions, et du positionnement de l'économie circulaire comme une source de création d'emplois et de revenus. Elles devront également mener des opérations de résorption de l'habitat précaire et élaborer des plans d'adressage des villes.

Le secteur privé doit dans ce sillage, orienter la recherche et le développement vers des solutions durables et dynamiser l'économie circulaire.

Enfin, cette organisation locale et nationale doit être appuyée par les organismes internationaux à travers le renforcement de l'assistance technique et financière auprès des acteurs clés dans les programmes d'amélioration de l'habitat décent.



## Concours de la ville la plus propre

# UNE ÉMULATION ET UNE INCITATION À LA CITOYENNETÉ



Boris Ngounou

La quatrième édition du Concours national "Villes propres" a connu son apothéose le 3 octobre 2022 à Bertoua dans la région de l'Est du Cameroun, avec le sacre de Yaoundé 5, élu commune la plus propre du pays. Le vainqueur décroche une enveloppe de 100 millions de Fcfa, destinée à la réalisation de projets d'hygiène et salubrité au sein de la commune. De quoi encourager les habitants à participer à l'assainissement de leur cadre de vie. Les rideaux sont tombés sur la quatrième édition du Concours national "Villes propres" le 3 octobre 2022 à Bertoua dans la région de l'Est du Cameroun. Six mois durant, les 360 communes du pays ont rivalisé d'adresse à travers le nettoyage des rues, l'aménagement et l'embellissement des espaces publics, la lutte contre les encombrements temporaires ou permanents des voies, le marquage de la signalisation horizontale,

l'enlèvement des ordures ménagères et éradication des dépotoirs sauvages, l'entretien de la voirie et réseaux divers, le ravalement des façades, etc. Après les phases de présélections organisées au niveau de chacun des 58 départements puis des 10 régions, la commune la plus propre de l'année 2022 au Cameroun a été dévoilée. Il s'agit de Yaoundé 5, une commune d'arrondissement de la ville de Yaoundé, département du Mfoundi, région du Centre. Elle empoché ainsi une cagnotte de 100 millions de Fcfa. Elle succède à la commune d'Ebolowa 2e, vainqueur de l'édition 2021. Elle est suivie dans le classement par la commune de Garoua 2e dont le pactole est de 65 millions de Fcfa, suivie à la troisième place par la commune de Bertoua 1er (50 millions de Fcfa). La 4ème et la 5ème place du classement reviennent respectivement aux communes de Bafoussam 2e (45

millions) et Nkongsamba 1er (40 millions). Indiquons que les enveloppes octroyées aux différents lauréats représentent l'équivalent de leurs projets à réaliser. Plus qu'une simple compétition, cette initiative du ministère de l'Habitat et du Développement urbain (MINHDU) est surtout une contribution à l'éveil citoyenne des citoyens. « Ce concours fondé sur les Objectifs de développement durable (ODD), a pour objectifs l'implication massive des acteurs (élus locaux, autorités traditionnelles, la société civile, population etc..) dans les opérations d'entretien de leur cadre de vie. Il vise également à encourager et à pérenniser les bonnes initiatives et pratiques locales en matière d'hygiène et de salubrité », explique Célestine Ketcha Courtès, la ministre de l'Habitat et du Développement urbain.

# MOVIE ON ENVIRONMENT HITS SENEGALESE AIRWAVES

**“Terranga” is a Senegalese series on Canal + to raise awareness on environmental protection issues.**

JATOR NJENYU

The plot of “Terranga” is revealed... Filmed entirely in Senegal, this new series deals with all the problems of current reality such as land management and water management in the territory, against a background of awareness of environmental issues.

This new production results from a writing started in 2017, which took two and a half months of filming, around fifteen main roles and nearly 900 extras brought together.

Written and directed by Cyril Sebas Diop, the “Terranga” is an 8-episode film of 45 minutes.

The new fiction is produced by Keewu Production (Mediawan Africa), in co-production with Canal+ International, Terranga is a series combining family saga and environmental thriller. Written and directed by Cyril Sebas Diop and co-

directed by Angèle Diabang, this Canal+ Original series brings together a cast of Senegalese actors known to the general public. It was first broadcast on Monday, October 24 at 8:30 p.m.

“Terranga” depicts two great Senegalese families, the Gueyes and the Sidibés, who are stained by a health and ecological scandal. In the crosshairs of the famous Ricochet, a whistleblower adored by young African generations, the two patriarchs Seg Gueye and Mansour Sidibé will have to prove their innocence to their relatives and to good Dakar society. Unless Ricochet is right? And that they are really guilty? At the same time, Ruben Allepot, a young Senegalese who was adopted at birth, returns to his native country to investigate his roots...

Through this family saga against the backdrop of an unprecedented ecological

scandal, this New Canal+ Original series promises passion, revenge, action and suspense. A series committed to environmental issues, it also puts the modern agricultural world into perspective versus the business world, and highlights deeper issues such as identity or the ecological fight.

The writing of the movie sprang from the attendance of workshops, particularly in Senegal, for the training of five African scriptwriters, in partnership with CFI, the French Media Development Agency. Filmed entirely in Senegal, production is by the author of the series with Angèle Diabang, Senegalese screenwriter and director. “Terranga” is also a 100% Senegalese cast composed of actors already acclaimed in major Senegalese series, such as Arfang Sane, Ousseynou Ba, Abdoulaye Diakhate and Amélie Mbaye.



# AFRICAN RESPONSES TO CLIMATE ISSUES AWAITED AT SHARM EL SHEIKH

**Combating the devastating effects of climate change requires mobilizing governments, corporations, finance, and civil society. At COP27, public- and private-sector leaders will unite in Sharm El-Sheikh, Egypt, to seek solutions alongside BCG, the exclusive COP27 consulting partner.**

Par Jator Njenyu

The United Nations Climate Change Summit to be held in Sharm el-Sheikh in Egypt from November 7 to 18, 2022 will be an opportunity for Africans to make authentic responses to climate issues and challenges.

The summit will hold on the theme "Playing collectively in the fight against climate change", the participants will debate in a particular context marked by the persistence of a Covid not yet contained and the reality of a war with an increasingly uncertain outcome. In Ukraine, the consequences of which already weigh heavily in the options of States, particularly those of rich countries in their approach to the subject of energy and climate.

The stakes of this war are enormous for Europe, particularly in view of Russia's central position in the gas supply of important countries on this continent.

The same thing for Africa with regard to the cereals market, a considerable part of which comes from countries in conflict, in this case Ukraine and Russia.

So many good reasons to justify that at the meeting on "adaptation in Africa" held in Rotterdam on September 5 with the participation of Presidents Macky Sall of Senegal, current President of the African Union, Felix Tshisekedi of the Democratic Republic of the Congo and Nana Akufo-Addo of Ghana, then at the United Nations podium in New York a few weeks later, the President of Senegal and his colleagues from the continent once again made themselves the advocates of Africa through committed pleas in order to that global governance be revisited in the direction of an international order that turns its back on the primacy of force over law.

The peoples and their leaders call for a new generation partnership between rich nations and developing countries based on a fair balance of interests and benefits between all parties.

On financing for development, the debt of the least developed countries, access of African populations to vaccines, climate justice and many other major issues of

international concern, President Macky Sall is constantly on the front line for the advent of a new world political and economic order.

This fight is a strategic fight which unfortunately no longer mobilizes the intellectuals and politicians of the continent as before. It is however fundamental because its outcome conditions to a very large extent the peace, security and stability of the world in which we live.

As Master Babacar Niang forcefully wrote, following Professor Cheikh Anta Diop, in famous editorials by the organs of the National Democratic Rally (Rnd) of the 1980s, "peace and security precede and are the conditions for development."

It is obvious, in all lucidity, that the enormous inequalities characteristic of the current world, inequalities between nations and within nations, have become intolerable for billions of human beings firmly committed to the demand for a fairer and more solidarity. In this fight we note the emergence of an increasingly important critical mass of radical activists and fanatical groups of all persuasions inhabited by "an ardent desire to kill" far superior to "their fear of dying", and with means of violence equal or sometimes superior to those of the States.

By constantly alerting and warning about the requirements for renegotiating the terms of a global partnership of new generations based on a solid foundation of mutual respect, justice and healthy solidarity, the President of Senegal consistently assumes a duty of truth and undeniable African leadership that the intellectuals, politicians and civil society of our country and of the continent must give themselves the patriotic obligation to support.

Our common commitment is all the more crucial on these subjects as, in view of the COP 27 in Sharm el-Sheikh, it is essential that Africa speaks with one voice in the face of the industrialized countries that made us at the previous summit. Of Glasgow the bad surprise of a resolution tending to the prohibition of any

financing intended for the exploitation by our countries of their energy resources classified in the lot of fossils. The cynicism has gone to the point of including the gas which everyone recognizes as having a low level of toxicity on the climate. And this at a time when these same rich countries continue to resort to much more harmful products, in particular shale gas and coal to meet their basic energy supply needs.

Curious paradox of an international scene where the polluting industrialized countries require African countries, main victims of greenhouse gases of which they contribute for less than 5%, that they unilaterally stick to a respectful production ethic. Of the climate at the very time when the industrialists of the rich countries, with the support of their states, continue more than ever to expose the whole of humanity to.

The COP 26 Presidency and the incoming-COP 27 Presidency are committed to ensuring a transparent and inclusive process in the lead-up to COP 27 to be convened in Sharm el-Sheikh, Egypt from 6 – 18 November 2022.

Throughout the year, the Presidencies will engage at ministerial, head of delegation and technical levels, as appropriate, on issues critical to the delivery of work in 2022 and the success of COP 27. Regular multilateral consultations at the level of heads of delegation will provide an opportunity for Parties to engage informally on specific issues and make progress in preparation for Sharm el-Sheikh.

## **Navigating a difficult road to Sharm El-Sheikh**

Against a backdrop of rising urgency, COP27 in Egypt will bring all aspects of climate action into the spotlight – but especially the role of the host country.

As COP26 drew to a close in Glasgow, Egyptian officials announced their priorities for COP27, emphasizing climate finance and climate adaptation – a new approach given previous COPs mainly focused on mitigation, reducing

emissions to limit climate damage. This was followed by the COP27 presidency outlining its vision at MENA Climate Week 2022 to achieve 'substantive and equal progress' on all aspects of the negotiations, and Egypt emphasizing its intention to focus on implementing existing carbon reduction targets rather than pushing for further carbon cuts.

Egypt argues it is hosting COP27 on behalf of African nations and that, while it is promoting the interests of the developing world, it will be an impartial arbiter. However, it is also useful to consider its priorities from the Egyptian government's perspective.

### Agenda drivers

Egypt has long prioritized climate finance and adaptation because it remains in need of technical and financial support to adapt, especially in agriculture and tourism.

It plans to expand its access to climate funding and investment, an area in which Egypt has been relatively successful as it currently receives 27 per cent of all multilateral climate finance in the MENA region and has issued the region's first sovereign green bonds.

With public debt currently 94 per cent of GDP, Egyptian officials have also called for debt relief for Egypt and other developing countries.

Egypt's Climate Change Strategy reflects this approach, aiming to enhance Egypt's rank on the Climate Change Performance Index in order to 'attract more investments and acquire more climate funding.'

Limiting the mitigation scope and the focus on finance also echoes Egypt's own reluctance to make carbon reduction commitments. The Egyptian nationally determined contribution (NDC) – its 2030 pledge under the Paris Agreement – does not include any quantifiable emission reduction targets.

Egypt is one of only a few countries which failed to submit an updated NDC in 2021 and its upcoming update will not include an economy-wide carbon reduction target.

Egypt has also never published a long-term strategy and has no decarbonization plans despite independent estimates it should cut rising emissions by one-quarter by 2030, and by two-thirds by 2050 to be aligned with the Paris Agreement. This partly explains why observers rate Egypt's climate action as highly insufficient.

Furthermore, Egypt's championing of 'moving from pledges to implementation' without having quantifiable carbon reduction pledges of its own effectively

exempts it from both pledging and implementation.

As a developing country, Egypt's negotiating position is supported by UNFCCC provisions which recognize differentiated responsibilities and respective capabilities of nations.

Its proposal to focus COP27 on the implementation of climate action and finance pledges is important in consolidating progress. But not pushing for more emission reductions at this critical moment risks derailing global decarbonization momentum and undermining global climate action.

According to optimistic estimates, if current climate pledges were implemented the world would still remain on track for 2°C of warming by the end of the century, with far worse impacts than if warming was curbed at 1.5°C.

Under a 2°C scenario, 37 per cent of the global population could regularly be exposed to extreme heat waves compared to 14 per cent in a 1.5°C warmer world, with developing countries expected to be worst-affected.

A 2°C trajectory also runs the risk of tipping points such as the melting of ice sheets in Antarctica and Greenland, triggering runaway climate change. Time to change the warming trajectory is running out as the latest IPCC assessment warns the window of opportunity is now 'brief and rapidly closing', and the UN Secretary General recently called for faster carbon cuts by the end of 2022 to avoid a 'climate catastrophe'.

### A different energy transition

Egypt opted not to join any of the voluntary sectoral coalitions at COP26 on reducing methane, clean energy transition, transition to zero-emissions vehicles, or moving beyond oil and gas.

This position is explained by its growing role as an exporter and advocate for fossil gas in the energy transition. Egypt is the second-largest producer of natural gas in Africa and is emerging as a fossil gas hub for the eastern Mediterranean, which is shaping its domestic energy policy.

Its 59GW electricity generation capacity is almost double the peak demand and is dominated by gas-powered electricity generation, which currently represents 42 per cent of all Africa's gas generation.

Egypt's climate policy is also shaped by fossil gas, and its national Climate Change Strategy encourages the expansion of gas use by promoting a transition to compressed natural gas for vehicles, the expansion of its domestic natural gas network – despite having universal access to electricity – and shifting to a gas-fuelled shipping sector.

Egypt also voiced support for other African countries to extract and deploy fossil gas and oil resources, making it one of the protagonists of the 'great fossil gas pushback'. These advocates defend the right of developing countries to deploy fossil gas as a 'transition fuel' and champion its necessity to solve energy poverty.

But their position is not shared by all African and developing countries, and is rejected by some civil society groups, who argue it risks locking in greenhouse gases and local emissions for decades as well as delaying future development of low carbon energy systems.

Egypt's huge spare generation capacity has contributed to a slowdown in renewable energy projects over the past two years. With renewables representing just 6GW, Egypt is expected to miss its renewable energy target for 2022, set at 20 per cent of generating capacity.

Engaging Egypt better

But these positions are more malleable than they seem, and Egypt is open to dialogue – not just on refining the COP27 agenda but also on reviewing its own climate priorities and leveraging its energy sector for a more ambitious transition.

### What is the COP?

The Conference of the Parties (COP) is the supreme decision-making body of the Convention. All States that are Parties to the Convention are represented at the COP, at which they review the implementation of the Convention and any other legal instruments that the COP adopts and take decisions necessary to promote the effective implementation of the Convention, including institutional and administrative arrangements.

### More Background on the COP

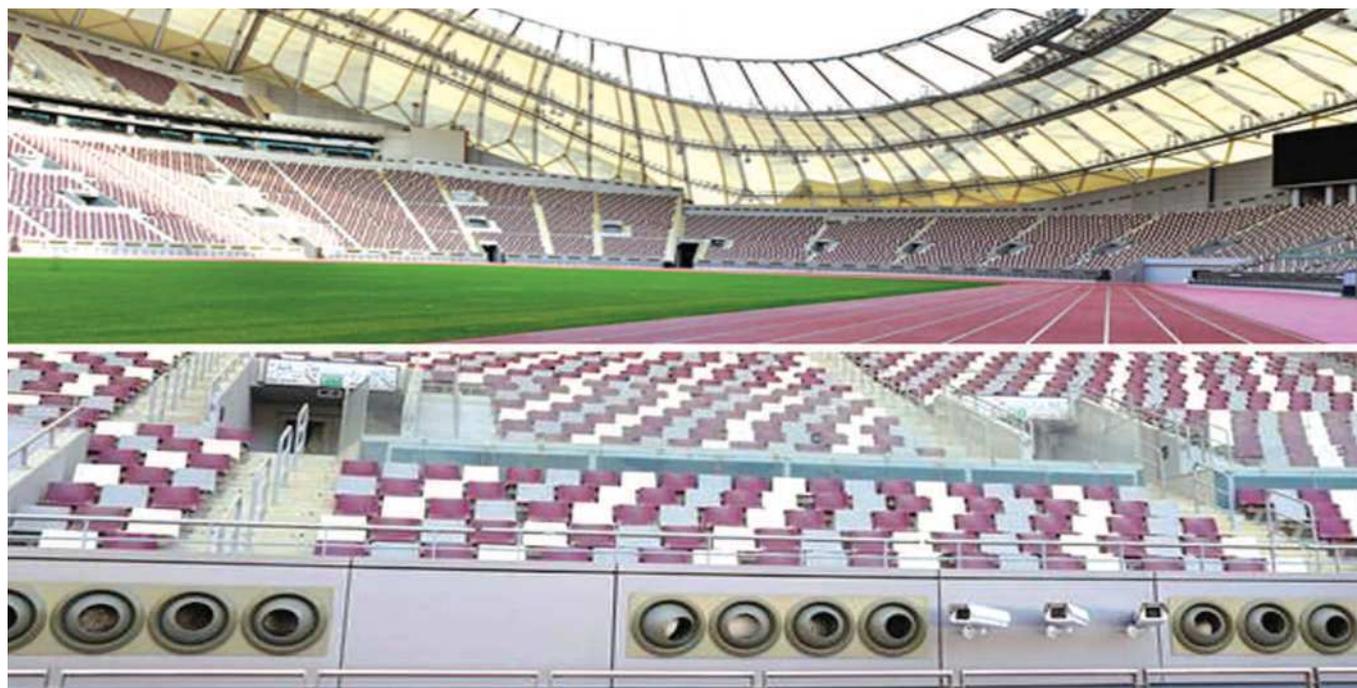
A key task for the COP is to review the national communications and emission inventories submitted by Parties. Based on this information, the COP assesses the effects of the measures taken by Parties and the progress made in achieving the ultimate objective of the Convention. The COP meets every year, unless the Parties decide otherwise. The first COP meeting was held in Berlin, Germany in March, 1995. The COP meets in Bonn, the seat of the secretariat, unless a Party offers to host the session. Just as the COP Presidency rotates among the five recognized UN regions – that is, Africa, Asia, Latin America and the Caribbean, Central and Eastern Europe and Western Europe and Others – there is a tendency for the venue of the COP to also shift among these groups.

## Mondial de football Qatar 2022

# UN FRONT DE CONTESTATION SUR LES STADES CLIMATISÉS

***Avec un potentiel d'énergies renouvelables évalué à 4030 mégawatts, le Royaume chérifien exporte déjà de l'énergie verte vers l'Europe.***

*Boris Ngounou*



À la veille de la fête mondiale du football, le Qatar, pays hôte et la fédération internationale de football association (Fifa), font tout pour convaincre l'opinion que la Coupe du monde 2022 sera la première de l'histoire à empreinte carbone neutre. Mais les militants de la cause climatique demeurent septiques et dénoncent une compétition au bilan écologique désastreux.

Petit émirat du Golfe, le Qatar accueille du 20 novembre au 18 décembre 2022 la Coupe du monde de football. Cette première Coupe du monde organisée dans le monde arabe est vivement critiquée pour son risque écologique.

L'un des derniers éléments à charge contre cette compétition, c'est la mise en place par les pays voisins de navettes quotidiennes en avion. Chaque jour, plus de 160 vols (l'équivalent de plus d'un avion toutes les dix minutes) devraient permettre aux supporters de séjourner en dehors du Qatar et de faire la navette dans la journée pour assister aux matchs. « Jusqu'à un million de visiteurs pourraient ainsi poser leurs bagages

dans les Emirats arabes unis durant la Coupe du Monde », espère l'organisme public Dubai Sports Council.

Le Qatar compte seulement 2,8 millions d'habitants, pour une superficie de 11 571 km<sup>2</sup>. Selon les estimations, près de 1,2 million de fans viendront assister aux matchs. Un flux massif de touristes, qui ne pourront pas tous trouver un logement, l'offre d'hébergement étant limitée dans ce riche État gazier.

Un mondial avec des stades climatisés Les émissions de CO<sub>2</sub> provoquées par les navettes par avion de la Coupe du monde Qatar 2022 vont renforcer le doute sur la promesse des organisateurs, d'avoir un Mondial neutre en carbone. Cette promesse fait en octobre 2018 par Mohammed ben Abdallah al-Rumaihi le ministre qatari de l'environnement, avait très vite été remise en cause par les défenseurs de l'environnement.

Une critique persistante, apparue dès l'attribution du Mondial, provient aussi « des conditions météorologiques inadaptées pour la pratique du football de très haut niveau », explique Gilles Paché, professeur en sciences de gestion à

l'université d'Aix-Marseille. Habituellement, les Coupes du monde sont programmées, tous les quatre ans, entre juin et juillet. Or, la température extérieure au Qatar peut alors atteindre 45 °C, voire plus. La Fifa a donc déplacé la Coupe du monde en novembre et décembre, au moment où les températures avoisinent, au minimum, les 25 °C.

Un système de climatisation géant a par ailleurs été installé dans chacun des stades, pour éviter que les joueurs et les spectateurs suffoquent en cas de fortes chaleurs. « Un rafraîchissement de l'air génère, par nature, des dépenses énergétiques significatives, et les climatiseurs sont responsables d'une hausse des températures dans les grands centres urbains puisqu'ils rejettent à l'extérieur la chaleur qu'ils ont pompée à l'intérieur », déplore Gilles Paché.

À souligner que l'emprunte carbone du Qatar est en effet considérable. Le Qatar est en tête des États du classement mondial des émissions de CO<sub>2</sub> par personne dans l'atmosphère, avec 37 tonnes par habitant en 2017.

# Tanguy Gahouma-Bekale

## « MONSIEUR AFRIQUE » DU CLIMAT

***Entre négociations et lobbying, le Gabonais doit cravacher dur pour mobiliser les financements en faveur du continent.***



Eric Vincent FOMO

Sa voix retentit depuis plusieurs années dans les instances de prise de décision sur l'avenir environnemental du monde. Son air jovial cache mal sa détermination en tant que défenseur de la cause du continent africain face aux enjeux climatiques. Cette (lourde) responsabilité, Tanguy Gahouma-Bekale, la doit à son statut de président du Groupe des négociateurs africains sur le climat (GAN), dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le poste qu'il occupe depuis décembre 2019, en remplacement de l'Égyptien Mohamed Nasr, à l'issue de la COP 25 à Madrid (Espagne), est une nouvelle casquette accolée à sa riche expérience.

L'actuel secrétaire permanent du Conseil national climat gabonais et directeur de

l'Agence gabonaise d'études et d'observation spatiale (AGEOS) a réussi à imprimer sa marque dans cette instance internationale. L'une des innovations à mettre à son crédit est l'organisation d'une réunion des négociateurs en chef des 54 pays africains une fois par mois. Auparavant, les membres échangeaient à peine deux ou trois fois par an. La touche de ce quadragénaire ne passe pas inaperçue. « Auparavant, le groupe était très actif à l'aube et au cours des grandes négociations, mais beaucoup moins entre chaque échéance. Or, il est impératif de rester en contact. Nous y avons remédié et multiplié les visioconférences, ateliers et rencontres », relate le conseiller spécial du président Ali Bongo Ondimba.

Le haut-fonctionnaire qui assure en outre

les fonctions de point focal de la République gabonaise auprès de la CCNUCC, a une verve qui lui est particulière. Dans une interview accordée à Jeune Afrique le 30 octobre 2021, il n'a pas mâché ses mots sur la question des financements. « Sur le climat, l'Afrique ne demande pas l'aumône. Nous demandons à accéder à des technologies et à des opportunités de développement qui soient en phase avec l'accord de Paris », martelait-il.

Dans le même registre, il ne cesse de rappeler, autant que cela est possible, que l'Afrique a davantage besoin de 700 milliards de dollars US par an pour faire face aux changements climatiques. Un montant sept fois supérieur aux engagements pris par les pays les plus pollueurs de la planète à Copenhague (Danemark), en 2009, lors de la COP 15.

En marge de la COP 27 en Egypte, l'agenda de Gahouma-Bekale est chargé.

# Florence-Aimée TITCHO

## Enseignante de Français au Lycée Technique de Koumassi, Douala.



« C'est à l'école qu'il faut donner aux enfants les valeurs et des codes pour la protection de la nature et la préservation de l'environnement. »

Rita Diba

**Bosangi : L'humanité est confrontée à un grave problème. Les changements climatiques. A quoi sont-ils dus ?**

**Florence Aimée Titchio :** La terre a tellement été fouillée, ses ressources exploitées qu'elle est désormais blessée, épuisée ! Les hommes par excès de rentabilité, n'y ont pas été de main morte. Maintenant c'est le retour du bâton. Pillée, dévastée la nature se venge : les saisons sont dérégulées. La biodiversité est déséquilibrée. Il n'y a plus de sel dans la nature. C'est une image bien sûr, mais on voit toutes les conséquences : désertification, déforestation, pollution, etc...

**Bosangi : Vous êtes enseignante. Quel rôle peut jouer l'école dans la formation à l'écocitoyenneté ?**

Florence-Aimée Titchio : Il faut sensibiliser. Faire aimer la nature aux enfants. Les amener à observer la terre afin qu'ils se sentent responsables de sa survie. Par exemple, chaque élève doit planter un arbre. Le soigner et le regarder grandir. Il doit participer au reboisement. Si chacun de nous plantait son arbre, on protégerait la planète. En mettant du vert dans toutes nos cours, nos rues, nos avenues, on sauverait le monde. Parce qu'en détruisant la planète nous assurons la

mort programmée de l'humanité. Ce n'est pas ce que nous voulons.

**Bosangi : Existe-t-il une politique nationale pour l'apprentissage à l'écocitoyenneté ?**

Florence-Aimée Titchio : Oui, absolument. Il y a quelques années, Madame Nalova Lyonga, Ministre chargée des enseignements primaires et secondaires, a lancé l'opération baptisée « Clean School », il s'agit de promouvoir une « école verte ». C'est-à-dire, créer un espace scolaire propre et sain, habituer les enfants à ne pas jeter leur chewing-gum par terre. Mettre des jolies poubelles dans les classes. Planter des arbres dans les cours des établissements scolaires. Apprendre à dessiner la planète. Mettre de la verdure. Ça peut paraître redondant, même un leitmotiv irréaliste. Mais je crois que les bonnes habitudes s'apprennent dès l'école, et seule la répétition des gestes peut sédimentier les automatismes, alimenter la culture de la propreté. Dans tout projet de développement durable, il faut penser à pérenniser la planète. Être avant-gardiste dans les pratiques, les messages, les actions.

**Bosangi : Comment vous impliquez-vous dans la Cité pour mener ces combats ?**

Florence-Aimée Titchio : Je suis coordinatrice du club « Afletteen », qui est une antenne d'une Ong, fondée il y a quelques années par Jeroo Billimoria une écologiste indienne. Il s'agit de l'organisation Aflatoun International, dont le siège est au Pays-Bas. Elle a pour vocation d'aider sur les plans financier, social, entrepreneurial des jeunes qui s'engagent dans l'écocitoyenneté, arborant les drapeaux des soldats verts de la protection de la nature pour sauver l'humanité et mettre les hommes en garde contre les abus qu'ils commettent.

**Bosangi : quel est votre credo finalement ?**

Florence-Aimée Titchio : sensibiliser, informer, bouger, agir, éduquer. Planter des arbres partout, intégrer cela dans l'élaboration de toute politique urbaine. Apprendre aux citoyens le respect de la terre et de ses richesses. Je ne connais pas ce Magazine Bosangi, mais il devrait être primé, vu le temps qu'il a mis ! Dix ans déjà, un trimestriel de l'environnement en Afrique, c'est énorme comme travail et inédit.

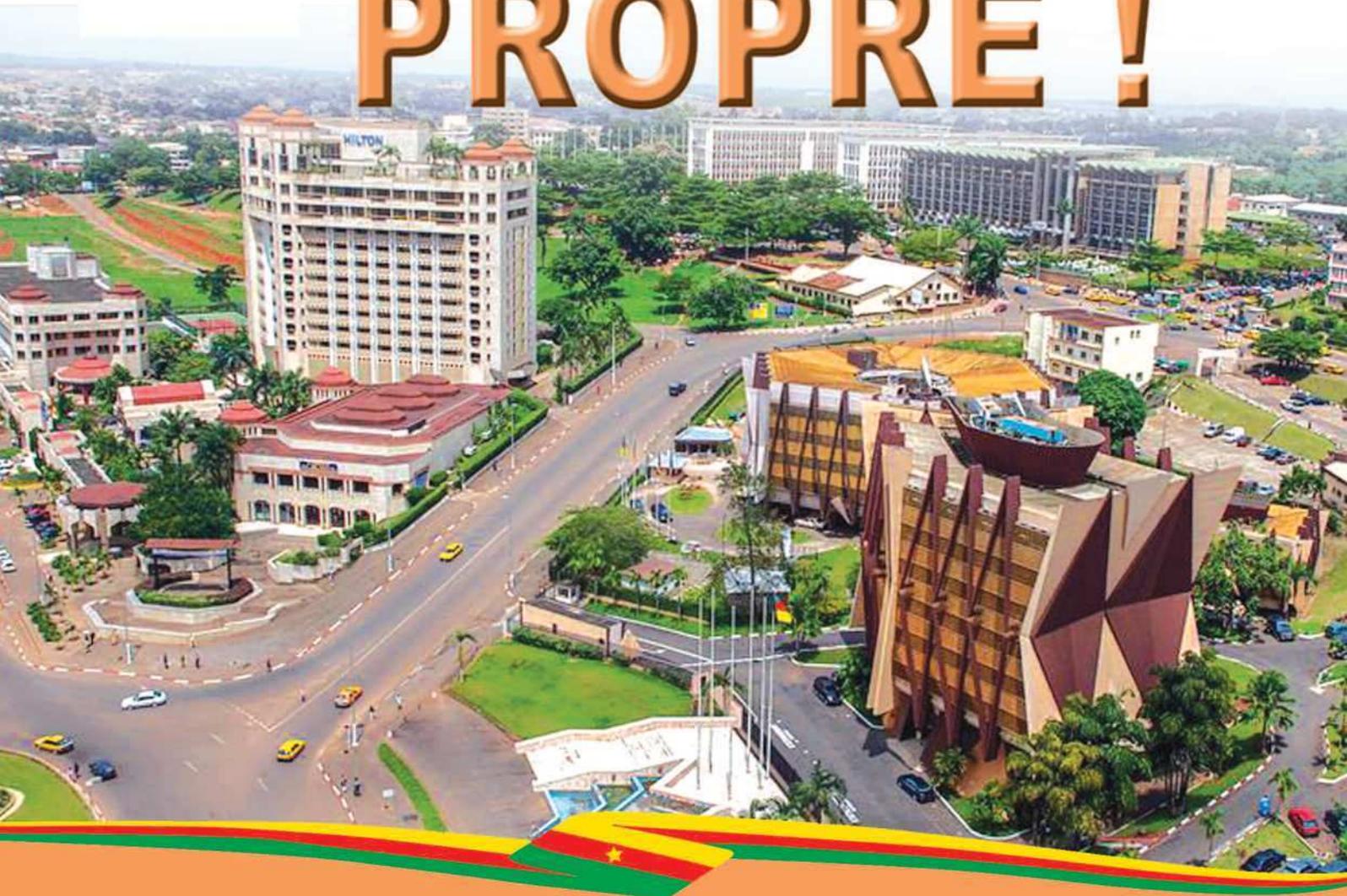


MAIRIE DE VILLE  
DE YAOUNDÉ

Chers Yaoundéens,  
**Gardons**

notre  
Cité - Capitale

**YAOUNDÉ**  
**PROPRE !**



## Coup d'Etat au Burkina

# L'OPÉRATION SAHEL VERT COMPROMISE

**La crise sécuritaire enregistrée depuis plus de trois ans ralentit la poursuite du projet de la Grande muraille verte d'Afrique.**



*Eric Vincent FOMO*

Le 2 octobre 2022, le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, jusque-là chef de la junte au pouvoir au Burkina Faso (après son putsch en janvier), a été contraint à la démission, suite à un nouveau coup d'Etat mené par le capitaine Ibrahim Traoré (34 ans). Cet ultime coup de force qui exacerbe le climat d'insécurité dans ce pays d'Afrique de l'Ouest menace davantage la mise en œuvre du projet de la Grande muraille verte d'Afrique, développé en 2005, pour planter une forêt tout le long du chemin, du Sénégal sur l'océan Atlantique à l'ouest à l'Erythrée, l'Éthiopie et Djibouti à l'est. Selon Africanews, l'absence de volonté politique et l'insécurité croissante liée aux groupes extrémistes Al-Qaïda et Etat islamique au Burkina, entravent les progrès du programme environnemental. Le coordonnateur de l'initiative de la Grande Muraille verte du Sahara et du Sahel au Burkina Faso, Adama Doukoma,

indique que l'instabilité politique et les problèmes de sécurité freinent considérablement les progrès dans près de 4000 villages du pays. « Les attaques terroristes dans les régions touchées ont obligé les populations à se disperser. Cela limite les mouvements des personnes, ce qui rend difficile pour nous de suivre directement les actions sur le terrain et pourrait entraîner des difficultés à créer des améliorations dans certaines zones », a précisé l'expert.

De sources officielles, les régions du Nord et de l'Est du Burkina Faso sont devenues difficiles d'accès depuis plus de trois ans, parce qu'en proie à des problèmes de sécurité. D'après l'agence des Nations unies chargée de la désertification, cette situation est entretenue sur le terrain par des autorités politiques qui ne font pas des préoccupations environnementales nationales une priorité. D'où le tiède

soutien politique accordé aux initiatives de restauration actuelles, ainsi que les faibles structures organisationnelles censées coordonner les activités.

Et tant que ces contraintes ne sont pas résolues, les problèmes de sécurité vont toujours s'intensifier, à en croire le directeur de l'agence, Ibrahim Thiaw. Ce d'autant plus que 45% des terres africaines sont touchées par la désertification, exposant le continent africain à plusieurs vulnérabilités, dont les risques d'insécurité alimentaire, le changement climatique et (surtout !) les migrations. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm enfonce le clou dans un rapport publié en mai 2022, et qui révèle qu'« au Sahel, les tensions sociales se sont combinées à une gouvernance inadéquate et au déclin de l'environnement pour produire un risque plus important pour la sécurité ».

*Les actes d'insécurité menacent le planting des arbres.*

# L'AFRIQUE MONTE AU CRENEAU LA FIN DE LA RECREATION ?

**Depuis plusieurs mois, la forte mobilisation de l'Afrique autour de la COP 27 laisse entrevoir qu'il s'agit d'un rendez-vous avec l'histoire où le continent entend peser de son poids dans le débat planétaire sur le climat.**

Leona Nounga

Ceci, dans un contexte géopolitique caractérisé par une plus grande multipolarité et influence des pays émergents sur la scène mondiale. Ces puissances du Sud se positionnent aujourd'hui comme une alternative énergétique et environnementale stratégique pour le monde, face à une crise de ressources causée par le conflit russo-ukrainien. Fort de ce nouveau rapport de force mondial, il s'agissait donc à l'approche de la COP de l'Afrique de poser les balises et de définir la feuille de route du continent à travers plusieurs cadres de concertation pour pouvoir parler d'une seule voix à la table des négociations de Charm el-Cheikh.

Les conclaves d'Addis-Abeba, de Libreville, ou de Kinshasa, ont précisé cette position commune articulée autour de quelques grands principes.

## Le leadership africain dans la lutte contre le changement climatique

L'Afrique tient dorénavant à jouer un rôle plus important dans la construction d'un avenir à bas carbone à l'échelle mondiale. Dans ce plaidoyer, il s'agira de valoriser le potentiel du continent pour le développement d'une économie verte, grâce à sa forte dotation en ressources naturelles et son poids considérable en tant que réservoir carbone.

Il en est de même des importants progrès technologiques réalisés dans la résilience climatique à l'instar du développement de l'hydrogène vert. Six pays africains composés du Kenya, de l'Afrique du Sud, de la Namibie, de l'Égypte, du Maroc et de la Mauritanie se sont d'ailleurs regroupés sous la plateforme de l'Africa Green Hydrogen Alliance. Aujourd'hui plus de 140 projets prometteurs ont été mûris à l'échelle continentale dans le domaine de l'économie verte.

C'est donc une Afrique contributrice, innovatrice et dynamique qui sera représentée à la COP 27 et qui aura plus d'arguments dans la revendication sur la réparation des préjudices environnementaux subies jusqu'ici.

## Pour une justice climatique par l'application du principe payeur pollueur



A ce niveau, des faits interpellatifs seront opposés à la communauté internationale: Là où un américain émet annuellement une moyenne de 14 Tq CO<sub>2</sub> et un européen 10 Tq CO<sub>2</sub>, un africain émet moins d'une tonne. Pourtant le continent est le plus vulnérable aux effets du changement climatique. Et pour preuve l'Afrique perd chaque année selon la BAD entre 5% et 15% de son PIB à cause du dérèglement du climat; celui-ci a des répercussions plus importantes sur les moyens de subsistance des populations africaines.

La question du financement de l'adaptation aux changements climatiques aura donc une place centrale dans le plaidoyer de l'Afrique. Car plus d'une décennie après Copenhague, la promesse des pays riches de verser 100 milliards par an aux plus pauvres n'a toujours pas été tenue. Selon de nouvelles études de la BAD, le financement climatique total nécessaire pour indemniser l'Afrique pour les émissions historiques et futures jusqu'en 2050 est compris entre 163 à 173 milliards de dollars par an.

Le fonds dédié au continent noir doit permettre aux pays vulnérables de faire face aux crises et catastrophes climatiques et de procéder à une allocation équilibrée entre l'adaptation, l'atténuation et les pertes et préjudices. Ce plaidoyer va également prôner plus d'équité dans le développement du marché carbone en appliquant un prix identique pour tous les pays.

Pour l'Afrique il sera crucial dans la structuration de ces engagements

climatiques de ne pas occulter ses réalités spécifiques.

## La reconnaissance des besoins et des intérêts spécifiques de l'Afrique

En vue de garantir un développement africain holiste, il est nécessaire de lier les objectifs climatiques à des critères de développement propres au continent, tels que le développement social et la sécurité énergétique. Il n'est pas question de transiger sur ces enjeux dans la mesure où plus de la moitié de la population africaine n'a pas accès à l'électricité et est composée des plus pauvres du monde. Pour Macky Sall, président en exercice de l'Union Africaine, la situation est d'autant plus critique qu'il faut conjurer l'impact désastreux après deux ans de COVID et maintenant celui de la crise ukrainienne qui nous amène au bord d'une famine extrêmement grave.

Dans cette logique, les dirigeants africains se sont promis d'œuvrer pour que le droit d'exploiter les immenses ressources en hydrocarbures du continent soit reconnu pour permettre à leurs citoyens d'accéder à l'électricité et pour financer l'économie et la stratégie d'urgence du berceau de la civilisation. Ceci en réponse à la décision du G7 de supprimer les subventions destinées aux énergies fossiles d'ici la fin de l'année 2022.

La COP de Charm el-Cheikh sera donc la tribune d'une Afrique en marche et mieux coordonnée pour prendre en main son destin dans la lutte en faveur de la protection de la planète.

## « LA ROUTE DE LA FAIM »

# Une Afrique à la fois inquiétante et merveilleuse

Édité en langue anglaise, le 14 mars 1991, le roman du nigérian Ben Okri, raconte la vie d'Azaro, un enfant-esprit né dans son pays. Pour ce premier roman, Ben Okri reçut le Booker Prize en 1991.



Boris Ngounou

Le roman intitulé « La Route de la faim » raconte le quotidien d'Azaro, un enfant-esprit né au Nigéria. (Sur le plan local, on entend par enfants esprits, ces enfants qui viennent au monde et en repartent selon un cycle régulier qui leur permet de fuir la dureté de la vie).

Alors, Azaro est fils unique d'un père orgueilleux qui survit en portant des sacs de ciment et d'une mère marchande ambulante. Mais malgré cette vie faite de douleur et d'épreuves dans le ghetto-bidonville où ses parents et lui habitent tous les trois dans une pièce unique dont ils ont bien du mal à payer le loyer, Azaro décide de rester sur terre. Il veut affronter la tragique mais fascinante réalité du monde. Un photographe lui apprend à voir, une petite fille l'obsède, des esprits tentent de l'empêcher d'avancer... Il découvre un pays où la misère gagne sur la brousse, où les politiciens, qu'ils soient du Parti des Riches ou du Parti des Pauvres, méprisent les populations. Un univers où la réalité, le rêve et la magie s'entremêlent en permanence jusque dans le bar de Madame Koto où vin de palme, esprits et sorcellerie peuvent conduire à la mort.

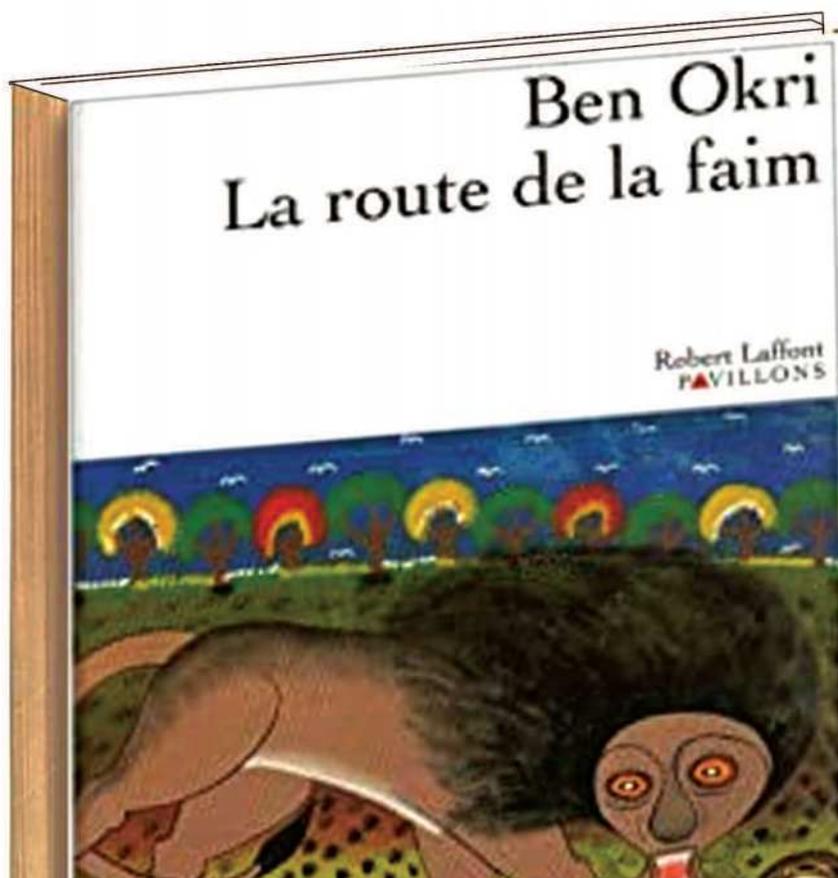
Sortie en version anglaise le 14 mars 1991, « La Route de la faim » décrit ainsi le tableau d'une Afrique inquiétante mais aussi d'une beauté merveilleuse. « Voilà un roman qui mériterait de figurer parmi les classiques de la littérature non pas africaine mais mondiale. Maintenant si on souhaite valoriser la littérature issue du continent africain, alors disons qu'il s'agit

d'un chef d'œuvre de la littérature du Nigéria » commente Msomaji, un critique d'art.

« La Route de la faim » est le premier livre d'une trilogie. Une belle entame qui valut à son auteur, le Nigérian Ben Okri, le Booker Prize en 1991. Né le 15 mars 1959 à Minna au centre-ouest du Nigeria, Ben Okri est un poète et romancier. Il a un peu vécu au Nigéria et beaucoup en

Angleterre où il a étudié dans plusieurs universités (Essex, Westminster).

Ben Okri n'a jamais cessé de dénoncer la corruption, le pouvoir militaire et le tribalisme qui minent son pays. Son expérience vécue de la guerre civile au Nigéria a inspiré plusieurs de ses livres. Outre le Booker Prize, il a également obtenu le Commonwealth Writers Prize for Africa, et l'Aga Khan Prize for Fiction.



# BERTOUA Cameroun





*Les thématiques auraient nécessité d'être plus ouvertes pour que le public puisse comprendre ce que veut Hysacam afin que Bosangi soit comme un moyen de pression en Afrique. Le format du magazine, ses thématiques ne favorisent pas cet objectif.*

*L'environnement est très large et il me semble que les sujets de Bosangi, sont très réducteurs. Le magazine doit être conçu pour le*

*grand public et évoluer vers une plus large audience. Il y a donc de nombreuses révolutions à faire pour qu'il soit un véritable outil pour promouvoir l'environnement et la place de la gestion des déchets dans sa protection. Changer le format, le grammage du papier (plus léger) et le mode de distribution ainsi que les contenus.*

***Gustave Mbin,  
développeur informaticien***



- **Gestion des déchets industriels**
- **Lutte anti vectorielle et phyto sanitaire**
- **Assainissement**
- **Nettoyage industriel**
- **Entretien des espaces verts**



**DIRECTION GÉNÉRALE**  
B.P : 2172 Douala – Cameroun  
Téléphone : +237 690 71 60 82

**Agence de Yaoundé**  
BP : 781 Yaoundé  
Tél : +237 699 08 01 64

**Agence de Kribi**  
BP : 640 Kribi  
Tél : +237 656 04 58 91

**Agence d'Edéa**  
BP : 132 Edéa  
Tél : +237 656 12 70 44

**Agence de Nkoteng**  
Tél : +237 696 09 36 13

**Email :** [info@seca-environnement.com](mailto:info@seca-environnement.com)  
[seca.hysacam@gmail.com](mailto:seca.hysacam@gmail.com)

[www.seca-environnement.com](http://www.seca-environnement.com)





**« Imagine un monde de propreté »**



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

**Soyons écocitoyens !**

